



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
22 août 2019
Français
Original : anglais, espagnol et français
Anglais, espagnol et français seulement

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Dix-huitième session

New Delhi, Inde, 3–12 septembre 2019

Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

Obtention d'investissements supplémentaires et relations avec les mécanismes de financement

Rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur le financement de programmes et de projets concernant la désertification/dégradation des terres et la sécheresse

Rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur le financement de programmes et de projets concernant la désertification/dégradation des terres et la sécheresse

Sommaire

Le mémorandum d'accord entre la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui a été adopté au titre de la décision 11/COP.13, prévoit que le FEM présentera par l'intermédiaire du secrétariat à chaque session ordinaire de la Conférence des Parties (CdP) un rapport sur ses stratégies, programmes et projets pour financer les surcoûts convenus des activités concernant la désertification. Par ailleurs, la décision 12/COP.13 invite le FEM à rendre compte lors de la quatorzième session de la CdP des progrès accomplis en ce qui concerne son soutien à la Convention au cours de la septième phase de reconstitution des ressources du Fonds.

L'annexe à la décision 11/COP.9 stipule d'autre part que lors des sessions qui se tiendront conjointement avec la Conférence des Parties, le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) aidera la CdP à examiner sa collaboration avec le FEM.

Le présent document contient - reproduit tel quel et sans modifications ultérieures - le rapport du FEM destiné à être examiné par le CRIC et à éclairer tout projet de décision que celui-ci pourrait soumettre à l'appréciation de la CdP.

Le CRIC sera invité à examiner le rapport présenté par le FEM et à formuler toute recommandation qu'il souhaiterait transmettre à la Conférence des Parties pour qu'il soit pris une décision à ce sujet.





FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

**RAPPORT DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
À LA QUATORZIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA
CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA
DÉSERTIFICATION**

22 July 2019

Table of Contents

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES.....	iii
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	iv
INTRODUCTION	1
Objectif du rapport	1
Buts et objectifs des projets et programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » de FEM-7	2
I — SUITE DONNÉE PAR LE FEM AUX DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES	4
II — ÉTAT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FEM DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DÉGRADATION DES TERRES »	6
Tendances de la programmation au cours de la période considérée	6
Programmation par objectif du domaine d'intervention pour FEM-6 et FEM-7	7
Programmation multithématique	11
Tendances géographiques	12
III – LA GESTION DURABLE DES TERRES COMME COMPOSANTE D'AUTRES FENÊTRES DE FINANCEMENT DU FEM ..	16
Programme de microfinancements	16
Programme de renforcement des capacités transversales	17
Instruments hors aides directes	17
Projets à plusieurs financements internes	18
IV – ÉTAT D'AVANCEMENT GLOBAL DE LA PROGRAMMATION DE FEM-6	19
V – PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA PROGRAMMATION DE FEM-7	21
VI – SUIVI ET ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE	22
Rapport de suivi annuel du portefeuille	22
Analyse des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de résultats dans le domaine d'intervention pendant FEM-6	22
Architecture actualisée des résultats pour FEM-7	23
Enseignements tirés des différents projets et programmes du point de vue de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse	25
Appui du FEM à la NDT et aux objectifs de développement durable	26
VII – CONCLUSIONS	28
ANNEX 1: LAND DEGRADATION FOCAL AREA PROJECT PORTFOLIO APPROVED IN THE REPORTING PERIOD (ENGLISH ONLY)	30

ANNEX 2: LAND DEGRADATION-RELEVANT PROJECTS APPROVED UNDER OTHER FUNDING WINDOWS IN THE REPORTING PERIOD (ENGLISH ONLY) 41

ANNEX 3: SUMMARY OF APPROVED PROJECTS AND PROGRAMS (ENGLISH ONLY)..... 42

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AFOLU	Agriculture, foresterie et autres affectations des terres
BID	Banque interaméricaine de développement
BIE	Bureau indépendant d'évaluation du FEM
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CI	Conservation International
CIPC	Coalition pour l'investissement privé dans la conservation
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COP	Conférence des Parties
DT	Dégradation des terres
DDTS	Désertification, dégradation des terres et sécheresse
DIDT	Domaine d'intervention de la dégradation des terres
Ex.	Exercice financier
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEM-6	Sixième reconstitution des ressources du FEM (juillet 2014 à juin 2018)
FEM-7	Septième reconstitution des ressources du FEM (juillet 2018 à juin 2022)
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
FOLUR	Systèmes alimentaires, usage des terres et restauration
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés
GDF	Gestion durable des forêts
GDT	Gestion durable des terres
GES	Gaz à effet de serre
NGI	Instruments autres que les aides financières directes
NDT	Neutralité en matière de dégradation des terres
ODD	Objectifs de développement durable
OSC	Organisations de la société civile
ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPG	Financement pour la préparation de projets
SCCF	Fonds spécial pour les changements climatiques
SGP	Programme de microfinancements
STAR	Système transparent d'allocation des ressources
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WWF-US	Fonds mondial pour la nature – États-Unis d'Amérique

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le présent rapport a été établi par le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la quatorzième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Il s'agit du septième rapport que le FEM présente à la Conférence des Parties en application des dispositions du Mémoire d'accord conclu entre la Conférence des Parties à la CNULD et le Conseil du FEM. C'est également le cinquième rapport présenté par l'institution depuis la modification apportée à l'Instrument du FEM, en 2010, en vue d'inclure la CNULD parmi les conventions pour lesquelles le Fonds fait office de mécanisme financier.

2. Le rapport fournit des informations sur les activités du FEM dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » (DIDT), en particulier en matière de gestion durable des terres (GDT), pour la période comprise entre juillet 2017 et juin 2019. Les activités menées dans les autres domaines d'intervention du FEM et les fenêtres de financement ayant trait à la GDT sont également présentées. La période considérée coïncide avec la dernière année du sixième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-6, du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2018) et la première année du septième cycle de reconstitution du FEM (FEM-7, du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2022). Le rapport comporte également des informations complémentaires sur l'ensemble des réalisations du FEM en matière de programmation des orientations de FEM-6 dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » (DIDT).

Suite donnée par le FEM aux décisions de la Conférence des Parties

3. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des progrès importants ont été réalisés s'agissant de la suite à donner aux décisions prises à la 13^e Conférence des Parties à la CNULD, tenue en septembre 2017, sur la collaboration avec le FEM. Les décisions et la suite donnée ainsi que les mesures prises par le Secrétariat du FEM sont présentées à la partie 1 du présent rapport.

Principales caractéristiques du portefeuille « dégradation des terres » (DT)

Ensemble de projets et financements programmés par le FEM

4. Soixante-quinze projets et programmes ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources DIDT et d'autres fenêtres associées du FEM au cours de la période considérée (voir tableau 1). Les financements du FEM consacrés à ces projets et programmes totalisent 857,76 millions de dollars, et ont permis de mobiliser 5 673,87 millions supplémentaires sous forme de cofinancement. Ces ressources ont été utilisées par les pays pour réaliser 20 projets monothématiques utilisant 48,92 millions de dollars DIDT, et 55 projets et programmes multithématiques utilisant 808,84 millions de dollars.

5. Les 55 projets et programmes multithématiques ont notamment utilisé 159,97 millions de dollars DIDT. Cet investissement était lié aux 579,42 millions de dollars mobilisés dans les autres domaines d'intervention du FEM, notamment la « Diversité biologique »

(283,32 millions), les programmes à impact de FEM-7 (184,70 millions)¹, les « Changements climatiques » (58,38 millions), les « Eaux internationales » (40,45 millions) et le mécanisme d'incitation à la gestion durable des forêts (GDF) de FEM-6 (12,57 millions).

Tableau 1 : Programmation des ressources du FEM au cours de la période considérée (juillet 2017 à juin 2019)

Type de projet	Nombre de projets	Financement du projet FEM ² (millions de dollars)	Total des ressources du FEM ³ (millions de dollars)	Cofinancement ⁴ (millions de dollars)
Projets monothématiques DIDT	20	43,69	48,92	681,03
Projets multithématiques	55	739,39	808,84	4 992,84
Total	75	783,08	857,76	5 673,87

Répartition régionale

6. Cinquante-six des 75 projets et programmes approuvés au cours de la période considérée sont des projets nationaux réalisés dans 50 pays représentant l'ensemble des régions visées par la CNULD : Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et de l'Est, Méditerranée Nord. Le montant total des financements approuvés par le FEM en faveur de ces cinq régions pendant la période considérée a atteint 262,42 millions de dollars. De plus, onze projets et programmes mondiaux ont bénéficié d'un montant total de 371,27 millions de dollars, et huit projets et programmes régionaux ont bénéficié d'un financement total de 224,07 millions visant à investir dans des initiatives coordonnées menées par sept pays pour faire face à des problèmes thématiques précis liés à la gestion durable des terres (GDT). Par ailleurs, 39 pays participent à ce jour aux programmes d'impact du FEM-7 pertinents au DIDT. Enfin, 107 pays ont bénéficié des activités habilitantes. La liste de l'ensemble des pays participants aux projets et programmes du FEM figure à l'Annexe 1.

¹ Ce montant comprend l'incitatif du programme d'impact venant s'ajouter aux ressources allouées au domaine d'intervention au titre du STAR dans chaque pays.

² Le « financement du projet FEM » comprend les ressources consacrées par le FEM à l'exécution des projets, à l'exclusion des ressources précédemment approuvées pour la préparation des projets et des frais des agences.

³ Le « total des ressources du FEM » englobe les financements alloués aux projets FEM, les financements approuvés pour la préparation de projets (PPG) et l'ensemble des frais d'agences associés.

⁴ Le « cofinancement » signifie du financement qui vient s'ajouter au financement de projet du FEM et qui étaye la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme financé par le FEM et la réalisation de son (ses) objectif(s). Voir le document GEF/C.54/10 intitulé « Politique de cofinancement mise à jour », 2018, Document du Conseil GEF/C.54/10/Rev.01.

Exploitation des synergies au moyen d'autres fenêtres de financement du FEM

7. Quatre projets pertinents au DIDT ont été approuvés par d'autres fenêtres de financement du FEM au cours de la période considérée, y compris un projet du Programme de renforcement des capacités transversales, un autre du Programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes, et deux projets financés par plusieurs sources de financement au titre du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques. Par le biais de ces fenêtres de financement, le FEM a accordé 7,00 millions de dollars de subventions et 9,00 millions de dollars de ressources hors dons.

Résultats globaux du FEM-6

Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres »

8. Sur le montant total de 431 millions de dollars alloué au DIDT pendant FEM-6, 400,67 millions ont été programmés sur la période quadriennale allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2018. Ce chiffre correspond à un pourcentage d'utilisation des ressources du DIDT de 106,5 % de la cible révisée de 376 millions établie en vertu du déficit prévisionnel de l'enveloppe de FEM-6 au mois d'octobre 2016⁵. Ce dépassement donne à penser que les pays pourraient avoir accordé la priorité aux investissements en faveur des allocations en application du STAR au DIDT, au détriment d'autres domaines d'intervention, en réaction au déficit anticipé.

9. Le ratio de cofinancement des projets et programmes financés par FEM-6 s'est établi à 6,0 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM sur l'ensemble du portefeuille de projets DIDT. Ainsi, le financement total de 1 139,79 millions de dollars alloué par le FEM en vue de l'exécution de ses projets a permis de mobiliser 6 842,23 millions de dollars en cofinancement.

Utilisation des allocations nationales dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR)

10. Dans le cadre de FEM-6, un montant de 346 millions de dollars a été affecté directement à 144 pays sur la base du STAR aux fins de la lutte contre la dégradation des terres (DT). La cible a été portée à 291 millions de dollars en octobre 2016. Du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2018, 317,60 millions de dollars ont été utilisés par 116 de ces 144 pays, ce qui correspond à 109,1 % de la cible révisée pour l'utilisation des allocations en application du STAR au DIDT.

Ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des terres » et financement d'activités habilitantes

⁵ FEM, 2016, « Point sur la disponibilité des ressources de FEM-6 ». Document du Conseil, GEF/C.51/04

11. Sur le total de 85 millions de dollars des ressources de réserve destinées au domaine d'intervention, 83,07 millions, ou 97 %, ont été programmés au titre du programme intégré pilote sur la sécurité alimentaire, du programme de GDF, de huit projets mondiaux et régionaux, et des activités habilitantes.

12. Sur le total de 15 millions de dollars réservés aux activités habilitantes, 13,12 millions (87 %) ont été utilisés. Le FEM a annoncé qu'il financerait le projet d'établissement des cibles sur la neutralité en matière de dégradation des terres, NDT, à la COP 12 organisée à Ankara en 2015 (N° FEM #9365). À cette même conférence, les parties à la CNULD ont décidé que les efforts déployés pour atteindre la cible 15.3 des Objectifs de développement durable (ODD) constituaient un excellent moyen de promouvoir la mise en œuvre de la CNULD dans le cadre de la Convention⁶. Par ailleurs, un programme de soutien global a été financé à hauteur de 2 millions de dollars en conjonction avec le Mécanisme mondial. Les pays avaient aussi la possibilité de solliciter une aide de 70 000 dollars offerte en vertu d'un projet-cadre pour les activités habilitantes. Au total, 107 pays ont bénéficié des financements du FEM.

Progrès réalisés dans le cadre de FEM-7

13. La septième reconstitution des ressources du FEM (juillet 2018 à juin 2022) s'est achevée au cours de la période considérée. Le montant total des annonces de contributions des bailleurs de fonds du FEM s'établit à 4,1 milliards de dollars. L'allocation théorique prévue pour DIDT dans le cadre de FEM-7 s'établit à 475 millions de dollars, en hausse de 10 % par rapport à celle prévue par FEM-6 (431 millions). L'allocation versée aux pays en application du STAR a été portée de 346 à 354 millions de dollars. Dans le cadre de FEM-7, tous les pays bénéficient d'un seuil de 1 million de dollars de l'allocation STAR pour la DT, et ce seuil est porté à 1,5 million pour les pays les moins avancés.

14. Avec le début de la septième reconstitution de ses ressources, le FEM a actualisé et révisé sa stratégie DIDT afin d'en assurer la pleine harmonisation avec le concept de NDT. Le programme d'impact de FEM-7 sur les systèmes alimentaires, l'usage des terres et la restauration (FOLUR) ainsi que les programmes d'impact visant les bassins de l'Amazone et du Congo et la gestion durable des terres arides contribuent sensiblement à la réalisation de NDT. Le programme d'impact sur la gestion durable des terres arides a notamment pour objectif d'éviter, de réduire et d'inverser la tendance à la déforestation, à la dégradation et à la désertification des terres et des écosystèmes arides grâce à une gestion durable des paysages productifs. Il est donc pleinement aligné sur le concept de NDT. Le cadre de programmation permet aussi aux pays participants de lutter efficacement contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS).

15. S'agissant en particulier de la DDTS, la stratégie DIDT du FEM permet aux pays d'investir dans la préservation et le rétablissement des zones productives, d'atténuer les effets de la sécheresse, d'accroître la résistance aux chocs climatiques et d'éviter les conflits et les migrations. Le FEM peut apporter son aide dans des contextes particuliers tels que les zones

⁶ Décision 3/COP.12

fragiles ou sujettes à la sécheresse pour lutter contre les causes de la fragilité et de l'insécurité foncière et hydrique, inverser les pressions exercées sur les ressources, renforcer ou rétablir la gouvernance et rétablir les moyens de subsistance et les emplois fondés sur les ressources naturelles.

16. À cet égard, les investissements DIDT répondent directement aux priorités de la CNULD, et plus particulièrement au cadre stratégique de cette Convention (2018-2030) qui reconnaît que la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse sont des enjeux mondiaux qui contribuent aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux et qui les aggravent, en même temps qu'ils affaiblissent la résistance aux changements climatiques et contribuent aux migrations forcées⁷.

17. Au cours de la première année de FEM-7, 176,40 millions de dollars de ressources DIDT ont été programmés, représentant 37,1 % de l'allocation totale. La majeure partie de ces financements a été consacrée aux projets et programmes multithématiques, permettant ainsi de mobiliser une somme supplémentaire de 392,41 millions de dollars d'autres domaines d'intervention et programmes d'impact.

18. Le ratio de cofinancement des projets du FEM s'établit à 7,7 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM sur l'ensemble du portefeuille DIDT pour la première année de FEM-7. Le financement des projets du FEM (519,77 millions de dollars) a ainsi mobilisé 3 968,75 millions de dollars au titre du cofinancement.

Suivi et évaluation du portefeuille

19. Sur la base du mandat du FEM dans le domaine d'intervention et des possibilités d'impact aux effets transformateurs, l'objectif était de consacrer 120 millions d'hectares à la GDT dans le monde. Cette cible correspondait à la superficie potentielle de paysages agricoles, pastoraux et forestiers concernés dans les régions touchées par la DT. Les projets de FEM-6 approuvés visent une cible cumulée de 103 millions d'hectares, soit 86 % de la cible du FEM. Ce léger déficit peut être attribué en partie à la l'insuffisance de ressources de l'enveloppe de FEM-6, 93 % seulement du financement alloué au départ ayant été utilisés.

20. Les projets DIDT approuvés au cours de la dernière année de FEM-6 ont contribué à 39,00 millions d'hectares, soit environ 32 % de la cible de FEM-6. Les retombées attendues de ces projets en termes d'atténuation des GES totalisent 44,70 millions de tonnes d'équivalents de dioxyde de carbone (teqCO₂), soit environ 6 % de la cible globale de l'action de FEM-6 visant les changements climatiques, fixée à 750 millions de tonnes d'équivalents CO₂.

21. Pour la période de reconstitution des ressources de FEM-7, le FEM a procédé à une mise à jour de l'architecture des résultats afin de mieux prendre en compte les programmes intégrés sur l'ensemble des domaines d'intervention⁸. Inspirée des systèmes et approches élaborés au

⁷ Cadre stratégique de la CNULD 2018–2030, ICCD/COP (13)/21/Add.1

⁸ FEM, 2018, « *Architecture actualisée des résultats de FEM-7* ». Document du Conseil, GEF/C.54/11 Rev.02

cours des deux dernières décennies, l'architecture des résultats de FEM-7 est conçue pour générer des données et des informations plus pertinentes et plus fiables sur les résultats obtenus tout en favorisant l'intégration, les effets positifs multiples et la simplification. L'architecture des résultats vise en particulier à mieux prendre en compte la valeur des synergies entre les différents domaines d'intervention du FEM et de prendre en compte également d'une manière plus systématique les avantages connexes de nature socioéconomique de ses projets et programmes. Les cibles de FEM-7 concernant DIDT se déclinent comme suit : i) 320 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées ; ii) 6 millions d'hectares de terres restaurées ; iii) réduction des émissions de GES de 1,5 milliards de tonnes. Tous les domaines d'intervention et tous les programmes d'impact du FEM peuvent contribuer à l'atteinte de ces cibles. Par ailleurs, on assurera un suivi du nombre de bénéficiaires de l'ensemble des projets et programmes du FEM, ventilés par sexe.

22. Pour la première année de FEM-7, les projets et programmes approuvés ont établi les cibles suivantes : i) 53,17 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées ; ii) 4,68 millions d'hectares de terres restaurées ; iii) réduction des émissions de GES de 466,40 millions de tonnes ; iv) 9,74 millions de bénéficiaires, dont 4,79 millions d'hommes et 4,95 millions de femmes.

23. Le rapport annuel de suivi du portefeuille du FEM 2018⁹ indique que le portefeuille de projets monothématique DIDT contribue sensiblement à l'atteinte des cibles du FEM tant du point de vue de l'état d'avancement de la mise en œuvre que de leurs objectifs de développement respectifs. Sur les 62 projets DIDT actuellement en cours d'exécution, 93 % sont jugés modérément satisfaisants ou mieux notés en ce qui concerne leur mise en œuvre. S'agissant de l'atteinte de leurs objectifs de développement, 91 % des projets sont jugés au moins modérément satisfaisants.

Conclusions

24. La période considérée a été le témoin de nouvelles avancées et réalisations pour ce qui est du rôle du FEM en tant que mécanisme financier de la CNULD, et plus particulièrement des activités de l'institution dans le domaine d'intervention « dégradation des terres », DIDT. Le portefeuille de ce domaine d'intervention continue de comporter un nombre important de projets portant sur toutes les régions géographiques et un large éventail de zones agroécologiques et de questions thématiques, d'où de fortes chances d'avoir des effets transformateurs sur toutes les régions touchées grâce à la GDT. En outre, le FEM tient pleinement compte des décisions de la Conférence des parties à la CNULD qui le concernent, et joue un rôle important dans l'appui fourni aux partenaires nationaux dans leurs efforts de mise en œuvre des cibles volontaires de NDT fixées dans le cadre des ODD.

⁹ FEM, 2018, « *Rapport annuel de suivi du portefeuille du FEM* ». Document du Conseil, GEF/C.55/03

INTRODUCTION

Objectif du rapport

1. Le présent rapport a été établi par le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la quatorzième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Il s'agit du septième rapport que le FEM présente à la Conférence des Parties en application des dispositions du Mémoire d'accord conclu entre la Conférence des Parties à la CNULD et le Conseil du FEM. C'est également le cinquième rapport présenté par l'institution depuis la modification apportée à l'Instrument du FEM, en 2010, en vue d'inclure la CNULD parmi les conventions pour lesquelles le Fonds fait office de mécanisme financier.

2. Le domaine d'intervention « dégradation des terres », DIDT, est la fenêtre de financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour les projets et programmes de lutte contre la dégradation des terres ; il appuie directement la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Les activités dans ce domaine d'intervention exploitent les synergies avec la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les instruments internationaux applicables qui portent sur l'utilisation durable des eaux internationales. Le DIDT soutient également l'instrument sur les forêts des Nations Unies du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF).

3. Le rapport présente une analyse du portefeuille des projets et des programmes DIDT du FEM, notamment les projets monothématiques DIDT et les projets multithématiques, pour la période comprise entre juillet 2017 et juin 2019. Cette période coïncide avec la dernière année du sixième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-6) et avec la première année du septième cycle de reconstitution (FEM-7). Des données détaillées sur les tendances de la programmation sont présentées pour les objectifs des domaines d'intervention et les cinq annexes régionales de la CNULD.

4. Le rapport comprend également un résumé de la programmation des ressources fournies par d'autres fenêtres de la Caisse du FEM portant sur la gestion durable des terres (GDT), notamment le financement du Programme de microfinancements, le programme de renforcement des capacités transversales et le programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes.

5. Il propose par ailleurs une mise à jour de la programmation globale des ressources de FEM-6 et notamment de l'utilisation du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), des ressources réservées DIDT et du financement des activités habilitantes au titre de la CNULD.

6. Outre la synthèse des tendances de la programmation, le rapport présente également dans le détail les décisions prises par la Conférence des parties et l'état d'avancement de la suite donnée et des mesures prises par le Secrétariat du FEM.

7. Il présente enfin une synthèse du suivi et de l'évaluation du portefeuille du domaine d'intervention ainsi que l'architecture actualisée des résultats pour FEM-7.

Buts et objectifs des projets et programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » de FEM-7

8. Le septième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-7) a débuté le 1^{er} juillet 2018. Les orientations de programmation de FEM-7, incluant l'allocation des ressources, établies dans le résumé des négociations de ce septième cycle de reconstitution des ressources ont été approuvées par le Conseil du FEM à sa 54^e réunion tenue à Da Nang (Viet Nam), en juin 2018¹⁰.

9. L'objectif de la stratégie du FEM en matière de DIDT reste le même : contribuer à stopper et inverser la tendance actuelle de la dégradation des terres, due notamment à la désertification et à la déforestation. On y parviendra en investissant dans des projets qui favorisent et appuient les bonnes pratiques favorisant une GDT et qui permettent d'avoir des effets positifs sur l'environnement mondial tout en soutenant le développement économique et social au niveau local et national.

10. La stratégie DIDT de FEM-7 poursuit trois objectifs principaux : i) mettre en adéquation l'aide du FEM avec la promotion du concept de NDT de la CNULD grâce à une combinaison appropriée d'investissements ; ii) rechercher des approches véritablement intégrées au sein des programmes d'impact de FEM-7 pour générer des bénéfices multiples ; iii) tirer parti des capitaux et de l'expérience du secteur privé pour le financement des activités de promotion de la GDT, en particulier en collaboration avec le Fonds LDN pour atteindre la NDT et d'autres mécanismes de financement novateurs¹¹.

11. L'aide du FEM vise à lutter contre les causes de la DT en s'appuyant sur une solide évaluation de l'expérience et des connaissances acquises dans le cadre de la mise en œuvre actuelle des projets et programmes liés au domaine d'intervention « dégradation des terres ». Le FEM met l'accent sur les approches novatrices et intégrées de la GDT qui peuvent être mises à l'échelle afin d'optimiser les retombées mondiales pour l'environnement et de relever les défis de la conservation de la biodiversité, de la lutte contre les changements climatiques et de la préservation des moyens de subsistance des populations locales.

12. Le FEM continue de préconiser une approche intégrée du paysage pour veiller à prendre en compte le caractère multiforme des problèmes de dégradation des terres dans l'ensemble des zones agroécologiques et climatiques. Le concept de NDT permettra de guider la conception des projets, de définir le cadre conceptuel d'établissement des bases de référence,

¹⁰ FEM, 2018, « Résumé des négociations de la septième reconstitution des ressources du FEM ». Document du Conseil, GEF/C.54/19/Rev.03

¹¹ Voir https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Focal_area_GEF-7_Programming_Directions_Land_Degradation.pdf

des cibles et des indicateurs, et de mettre en place les indicateurs de suivi et d'évaluation des interventions du FEM.

13. Les investissements DIDT mettent l'accent sur les paysages productifs où les pratiques agricoles et les modalités de gestion des pâturages soutiennent les moyens de subsistance des populations rurales et pastorales pauvres. Le FEM-7 met particulièrement l'accent sur la gestion durable des terres arides dans les zones semi-arides et subhumides en s'attaquant, entre autres, aux écosystèmes et populations exposés à la sécheresse.

14. Les cibles de FEM-7 concernant le domaine d'intervention « dégradation des terres » se déclinent comme suit : i) 320 millions d'hectares de paysages faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées ; ii) 6 millions d'hectares de terres restaurées ; iii) réduction des émissions de GES de 1,5 milliard de tonnes. Tous les domaines d'intervention et tous les programmes d'impact du FEM peuvent contribuer à l'atteinte de ces cibles. Par ailleurs, on assurera un suivi du nombre de bénéficiaires de l'ensemble des projets et programmes du FEM, ventilés par sexe.

I — SUITE DONNÉE PAR LE FEM AUX DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

15. Au cours de la période considérée, des progrès sensibles ont été réalisés s’agissant de la suite à donner aux décisions prises à la 13^e Conférence des Parties à la CNUCLD organisée à Ordos (Chine) en septembre 2017, de la collaboration avec le FEM et d’autres décisions intéressant le FEM¹². Les décisions et la suite donnée ainsi que les mesures prises par le Secrétariat du FEM sont présentées au tableau 2.

Tableau 2 : Suite donnée par le FEM aux décisions l’intéressant adoptées par la 13^e Conférence des Parties à la CNUCLD

Décisions de la COP 13	Suite donnée par le FEM
Se félicite de l’appui constant apporté à la mise en œuvre de la Convention, en particulier du financement des activités habilitantes par le Fonds pour l’environnement mondial eu égard à la cible 15.3 des objectifs de développement durable. (11/COP.13)	Noté avec satisfaction.
Invite les donateurs du Fonds pour l’environnement mondial à mettre à profit les conclusions et les enseignements figurant dans le rapport sur la programmation et les priorités dans les régions touchées, afin d’étayer les orientations fixées en matière de programmation pour ce domaine d’intervention dans le cadre de la septième phase de reconstitution des ressources du Fonds. (11/COP.13)	Les donateurs ont répondu favorablement à cette invitation lancée dans le contexte des négociations du septième cycle de reconstitution des ressources du FEM.
Encourage les pays développés parties et les autres Parties à verser des contributions volontaires au Fonds pour l’environnement mondial afin d’étoffer la septième opération de reconstitution des ressources du Fonds, notamment dans le domaine d’intervention « dégradation des terres ». (11/COP.13)	Les donateurs ont répondu favorablement à cette invitation lancée dans le contexte des négociations de FEM-7. Leurs contributions annoncées ont totalisé 4,1 milliards de dollars, dont 475 millions ont été théoriquement alloués au domaine d’intervention « dégradation des terres ».
Invite le Fonds pour l’environnement mondial à continuer d’appuyer la mise en œuvre de la Convention dans le cadre de la septième reconstitution des ressources, dans le contexte des objectifs de développement durable, en particulier de la cible 15.3. (11/COP.13)	L’aide fournie par le FEM pour la mise en œuvre de la Convention dans le contexte des ODD, en particulier de la cible 15.3, a été définie dans la programmation des orientations de FEM-7.
Invite également le Fonds pour l’environnement mondial à continuer, dans le cadre de la septième reconstitution des ressources, d’apporter une aide technique et financière au renforcement des capacités, à l’établissement de rapports ainsi qu’à la définition et à la réalisation d’objectifs nationaux	L’aide fournie par le FEM en faveur du renforcement des capacités, de l’établissement de rapports et de la définition et de la réalisation d’objectifs nationaux volontaires de la neutralité en matière de dégradation des terres a été examinée dans le contexte des négociations du septième cycle de reconstitution des

¹² https://www.unccd.int/sites/default/files/sessions/documents/2017-11/cop21add1_fre.pdf

Décisions de la COP 13	Suite donnée par le FEM
volontaires dans le domaine de la neutralité en matière de dégradation des terres. (11/COP.13)	ressources du FEM. Le FEM maintiendra cette aide, notamment en renforçant son soutien financier au STAR et aux activités habilitantes.
Invite en outre les donateurs qui contribuent au Fonds pour l'environnement mondial à accorder toute l'attention voulue aux préoccupations exprimées au sujet de l'allocation des ressources entre les différents domaines d'intervention, et encourage les Parties à promouvoir, par l'intermédiaire du Fonds et des centres de liaison et parties prenantes de la Convention, une répartition équilibrée des fonds entre les conventions de Rio dans le cadre de la septième reconstitution des ressources du Fonds. (11/COP.13)	Les donateurs ont répondu favorablement à cette invitation lancée dans le contexte des négociations de reconstitution en faisant passer le montant des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres » de 431 millions de dollars lors de FEM-6 à \$475 millions de dollars lors de FEM - 7. À titre de comparaison, le montant des financements consacrés par le FEM aux changements climatiques est passé de 1 260 à 802 millions de dollars, et celui alloué au domaine d'intervention « diversité biologique » est passé de 1 296 à 1 287 millions de dollars pendant la même période.
Encourage le Fonds pour l'environnement mondial à maintenir et renforcer les moyens d'exploiter les possibilités de synergies entre les Conventions de Rio et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030. (11/COP.13)	Le FEM continuera de maintenir et de renforcer les moyens d'exploiter les possibilités de synergies entre les Conventions pour lesquelles il fait office de mécanisme financier, ainsi que les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cet enjeu a aussi été abordé dans le contexte de la conclusion des négociations de reconstitution de FEM-7, en particulier par le biais des programmes d'impact.
Invite le Fonds pour l'environnement mondial à rendre compte de l'application de la présente décision dans son prochain rapport à la quatorzième session de la Conférence des Parties. (11/COP.13)	Le FEM a préparé et présenté ce rapport à la quatorzième session de la Conférence des Parties.
Adopte le nouveau Mémoire d'accord joint en annexe. (12/COP.13)	Noté
Demande au Secrétariat de la Convention de prendre les dispositions voulues pour signer le Mémoire d'accord au nom de la Conférence des Parties et invite le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial à faire de même au nom du Conseil du Fonds. (12/COP.13)	Lors de sa 54 ^e Conférence, le Conseil du FEM a demandé au Secrétariat du FEM et au Secrétariat de la CNUCLD de prendre les dispositions appropriées pour signer le Mémoire d'accord au nom du Conseil du FEM et de la Conférence des Parties. Ce Mémoire d'accord a été signé par le directeur général du FEM et par le secrétaire exécutif de la CNUCLD au nom du Conseil du FEM et de la Conférence des Parties le 11 juin 2019.
Demande au Secrétariat de la Convention d'appliquer le Mémoire d'accord joint en annexe et invite le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial à faire de même. (12/COP.13)	Le FEM est déterminé à mettre en œuvre le Mémoire d'accord.

II — ÉTAT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FEM DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DÉGRADATION DES TERRES »

Tendances de la programmation au cours de la période considérée

16. Au cours de la période considérée, 75 projets ont été approuvés avec des financements DIDT et d'autres fenêtres associées du FEM. Les financements du FEM consacrés à ces projets totalisent 857,76 millions de dollars.

17. Ces ressources ont été utilisées à l'appui de projets monothématique DIDT ou par le biais de projets multithématiques combinant les ressources DIDT à celles consacrées à d'autres domaines d'intervention ou programmes d'incitation — par exemple, domaines d'intervention « Diversité biologique », « Changements climatiques » et « Eaux internationales », programme d'incitation à la gestion durable des forêts (GDF) de FEM-6, et programmes d'impact de FEM-7.

18. Le tableau 3 ci-dessous indique que 56 des 75 projets ont été approuvés au cours de l'année fiscale 2018, et que 19 l'ont été au cours de l'année fiscale 2019, c'est-à-dire au cours de la dernière année de FEM-6 et de la première année de FEM-7 respectivement. Ces ressources ont été utilisées par les pays par le biais de 20 projets monothématique DIDT utilisant 48,92 millions de dollars, et de 55 projets multithématiques qui ont utilisé 808,84 millions de dollars des ressources du FEM.

Tableau 3 : Programmation du FEM pendant la période considérée (juillet 2017 à juin 2019)

Période	Type de projet	Nombre de projets	Financement du projet FEM ¹³ (millions de dollars)	Total des ressources du FEM ¹⁴ (millions de dollars)	Cofinancement ¹⁵ (millions de dollars)
Juillet 2017 – juin 2018	Projets monothématiques DIDT	16	30,76	34,40	477,27
(4 ^e année de FEM-6)	Projets multithématiques	40	232,55	254,55	1 227,85

¹³ Le « financement du projet FEM » englobe les ressources consacrées à l'exécution du projet. Il ne comprend pas les fonds de préparation des projets ou les frais d'agences.

¹⁴ Le « total des ressources du FEM » englobe les financements alloués aux projets et programmes du FEM, les financements approuvés pour la préparation de projets (PPG) et l'ensemble des frais de gestion associés des agences.

¹⁵ Le « cofinancement » signifie du financement qui vient s'ajouter au financement de projet du FEM et qui étaye la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme financé par le FEM et la réalisation de son (ses) objectif(s). Voir le document GEF/C.54/10 intitulé « Politique de cofinancement mise à jour », 2018, Document du Conseil GEF/C.54/10/Rev.01.

Juillet 2018 – juin 2019 (1 ^e année de FEM-7)	Projets monothématiques DIDT	4	12,93	14,52	203,76
	Projets multithématiques	15	506,84	554,29	3 764,99
	Total	75	783,08	857,76	5 673,87

19. Le tableau 3 montre également que 73 % des projets appartiennent à la catégorie des projets multithématiques et que 27 % sont des projets monothématiques DIDT. En termes de ressources, 94 % des financements DIDT servent à la réalisation de projets et programmes multithématiques.

20. Le portefeuille de 75 projets et programmes DIDT pour la période considérée compte quatre programmes, 53 projets de grande envergure, 13 projets de moyenne envergure et cinq activités habilitantes.

21. Le financement du FEM a totalisé 783,08 millions de dollars et a permis de mobiliser 5 673,87 millions de dollars supplémentaires au titre de cofinancement, soit un ratio de 7,2 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM sur l'ensemble du portefeuille pour la période considérée. Au cours de la quatrième et dernière année de FEM-6, un financement total de 263,31 millions de dollars a permis de mobiliser 1 705,12 millions en cofinancement. Au cours de la première année de FEM-7, un financement total de 519,77 millions a permis de mobiliser 3 968,75 millions en cofinancement. Le ratio de cofinancement est passé de 6,5 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM au cours de la dernière année de FEM-6 à 7,6 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM au cours de la première année de FEM-7.

22. Sur le total des ressources du FEM consacrées au financement de projets, 203,66 millions ont été alloués au DIDT. Le portefeuille comprend 20 projets monothématiques utilisant 43,69 millions des ressources DIDT et 55 projets et programmes multithématiques utilisant 159,97 millions du DIDT. Les projets et programmes multithématiques mobilisent un montant supplémentaire de 579,42 millions, ce qui signifie que chaque dollar des ressources DIDT alloué aux projets multithématiques a mobilisé 3,62 dollars provenant d'autres domaines d'intervention du FEM et de mécanismes d'incitation poursuivant de multiples objectifs.

23. Le montant moyen de financement du FEM s'établit à 2,18 millions de dollars pour les projets monothématiques DIDT, et à 13,44 millions pour les projets multithématiques. Ainsi, l'approche multithématique permet aux pays de contribuer à plus grande échelle à la protection de l'environnement mondial.

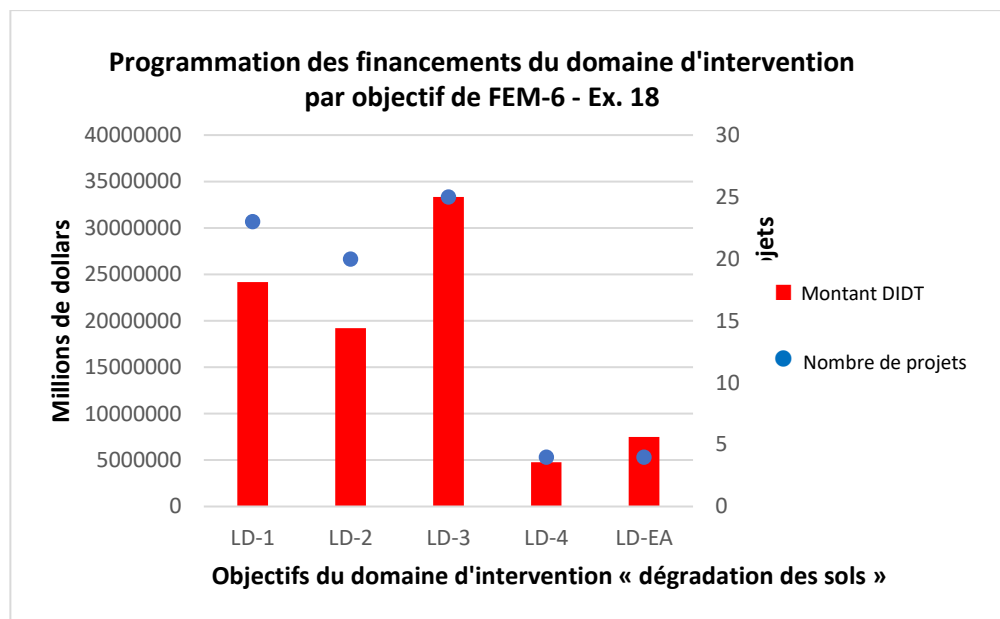
Programmation par objectif du domaine d'intervention pour FEM-6 et FEM-7

24. La stratégie DIDT pour FEM-6 (2014 - 2018) comportait cinq objectifs :

- (a) DT-1 : Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif : Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes pour préserver durablement la production alimentaire et les moyens de subsistance ;
- (b) DT-2 : Paysages forestiers : Produire des flux durables de services écosystémiques forestiers, y compris le maintien des moyens de subsistance des populations tributaires des forêts ;
- (c) DT-3 : Gestion intégrée des paysages : Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des terres à l'échelle paysagère ;
- (d) DT-4 : Optimisation des impacts aux effets transformateurs : Préserver les ressources terrestres et les services agro-écosystémiques par des approches intégrées à grande échelle ;
- (e) DT-5 : Activités habilitantes au titre de la CNULD : Aider les pays à rendre compte de leurs actions à la CNULD et aligner les plans d'action nationaux sur la stratégie de la CNULD.

25. Au cours de l'année fiscale 2018, 81,50 millions de dollars ont été consacrés à la réalisation des quatre premiers objectifs DIDT de FEM-6, et 7,50 millions ont été consacrés aux activités habilitantes. Ces chiffres excluent les frais des entités d'exécution et les financements pour la préparation des projets, qui ne peuvent pas être imputés aux objectifs de domaines d'intervention précis.

Figure 1 : Tendances de la programmation des financements DIDT par objectif de FEM-6 (juillet 2017-juin 2018)



26. L'objectif DT-3 a représenté la plus forte allocation de ressources avec 33,36 millions de dollars programmés au titre de 25 projets pour la dernière année de FEM-6. L'objectif DT-1 a aussi affiché une solide programmation avec 24,16 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention consacrés à 23 projets, suivi de près par l'objectif DT-2, qui a bénéficié de 19,21 millions de dollars programmés au titre de 20 projets. L'objectif DT-4 a bénéficié de 4,77 millions programmés au titre de quatre projets. Plusieurs des projets répondent à plus d'un des objectifs du domaine d'intervention. Par ailleurs, les activités habilitantes ont été financées par le biais de quatre projets-cadres visant 107 pays pour un montant total de 7,50 millions de dollars.

27. La stratégie de FEM-7 en matière de DIDT (2018–2022) comporte deux objectifs principaux et six sous-objectifs :

Objectif 1 : Aide pour l'application de la GDT sur le terrain pour atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres

- (a) DT-1-1 : Systèmes agricoles et pastoraux extensifs : Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes pour soutenir la production alimentaire et les moyens de subsistance grâce à la GDT ;
- (b) DT-1-2 : Paysages forestiers : Maintenir ou améliorer le flux des services écosystémiques, y compris les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts grâce à la GDF ;

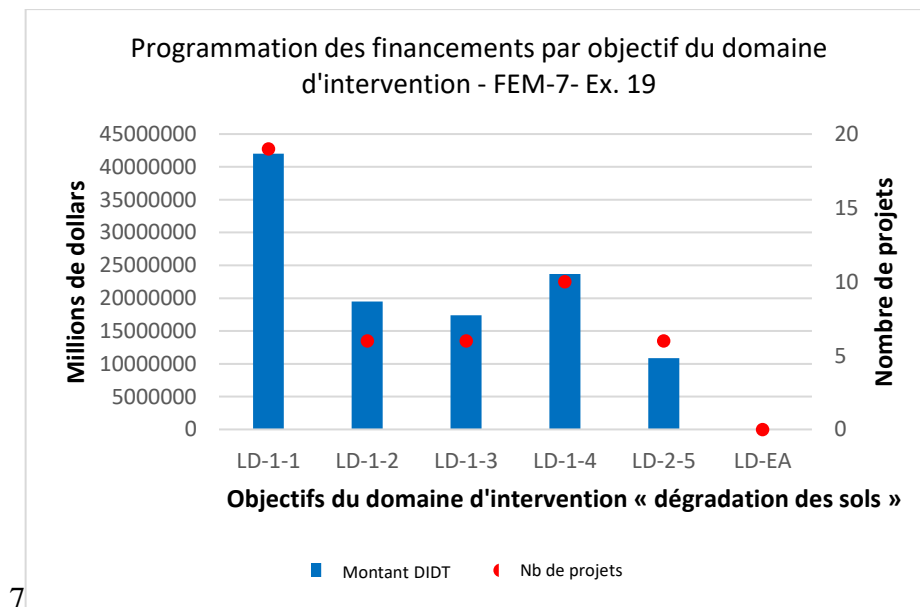
- (c) DT-1-3 : Paysages restaurés : Maintenir ou améliorer le flux des services écosystémiques, y compris les moyens de subsistance des populations locales grâce à la restauration des forêts et des paysages ;
- (d) DT-1-4 : Gestion intégrée des paysages : Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des terres et renforcer la résilience à l'échelle paysagère.

Objectif 2 : Créer un environnement propice à la mise en œuvre volontaire des objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres

- (e) DT-2-5 : Créer un environnement favorable pour appuyer la mise à l'échelle et l'intégration de la GDT et de la NDT, ;
- (f) DT-2-6 : Activités habilitantes au titre de la CNULD : Aider les pays à rendre compte de leurs actions à la CNULD et favoriser l'établissement et le suivi de cibles volontaires de NDT et, ainsi que le renforcement des capacités correspondantes.

28. Au cours de l'année fiscale 2019, une part du portefeuille de financement des projets totalisant 113,45 millions de dollars a été consacrée à la réalisation de cinq objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres » de FEM-7.

Figure 2 : Tendances de la programmation des financements DIDT par objectifs de FEM-7 (juillet 2018-juin 2019)



29. L'objectif DT-1-1 a bénéficié de la part la plus importante du portefeuille de financement des projets, soit 42,02 millions de dollars programmés au titre de 19 projets, suivi de l'objectif DT-1-4, avec 23,69 millions programmés au titre de 10 projets. Les objectifs DT-1-2, DT-1-3 et DT-2-5 ont chacun fait l'objet de six projets, et bénéficié respectivement de 19,48, 17,39 et 10,87 millions de dollars. Plusieurs des projets s'intéressent à plus d'un des objectifs du domaine d'intervention. Les activités habilitantes n'ont pas été programmées au cours de la première année de FEM-7. Ces chiffres excluent les frais des entités d'exécution et les financements pour la préparation des projets, qui ne peuvent pas être imputés aux objectifs de domaines d'intervention précis.

Programmation multithématique

30. Comme mentionné plus haut, le portefeuille DIDT comprend 55 projets et programmes multithématiques approuvés au cours de la période considérée bénéficiant d'une part du portefeuille de financement des projets atteignant 739,39 millions de dollars. Le tableau 4 présente une ventilation détaillée des contributions des différents domaines d'intervention à ces projets. Un montant total de 159,97 millions de dollars DIDT a été programmé au titre de ces projets multithématiques : 58,24 millions au cours de la quatrième année de FEM-6 et 101,73 millions au cours de la première année de FEM-7. Cet investissement était lié au financement de 579,42 millions de dollars mobilisé dans d'autres domaines d'intervention et programmes d'incitation, dont 174,31 millions au cours de la quatrième année de FEM-6 et 405,81 millions au cours de la première année de FEM-7. Le montant total de 579,42 millions de dollars programmé en conjonction avec les ressources DIDT englobe les ressources consacrées à la « Diversité biologique » (283,32 millions), aux programmes d'impact de FEM-7 (184,70 millions)¹⁶, aux « Changements climatiques » (58,38 millions), aux « Eaux internationales » (40,45 millions) et au programme d'incitation à la gestion durable des forêts (GDF) de FEM-6 (12,57 millions).

Tableau 4 : Programmation des projets multithématiques du FEM pendant la période considérée

Période	Domaine d'intervention / programme	Programmes multithématiques (millions de dollars)	Pourcentage de programmes multithématiques par exercice
Juillet 2017 – juin 2018 (Ex. 18) (4 ^e année de FEM-6)	Dégradation des terres	58,24	25,0 %
	Biodiversité	98,33	42,3 %
	Changements climatiques	22,96	9,9 %
	Eaux internationales	40,45	17,4 %
	Programme de GDF de FEM-6	12,57	5,4 %
	<i>Sous-total</i>	<i>232,55</i>	<i>100,0 %</i>

¹⁶ Ce chiffre représente la somme des incitatifs des programmes d'impact et des ressources allouées au titre du STAR par les pays.

Juillet 2018 – juin 2019 (Ex. 19) (1 ^e année de FEM-7)	Dégradation des terres	101,73	20,0 %
	Biodiversité	184,99	36,5 %
	Changements climatiques	35,42	7,0 %
	Programmes d'impact de FEM-7	184,70	36,5 %
	- <i>Systèmes alimentaires, usage des terres et restauration</i>	90,33	17,9 %
	- <i>Gestion durable des terres arides</i>	36,82	7,3 %
	- <i>Paysages durables du bassin de l'Amazone</i>	33,02	6,5 %
- <i>Paysages durables du bassin du Congo</i>	24,53	4,8 %	
	<i>Sous-total</i>	<i>506,84</i>	<i>100,0 %</i>
	Grand total	739,39	

31. Les liens avec d'autres domaines d'intervention reposent avant tout sur la possibilité de réaliser des synergies grâce à la gestion durable des terres et à la gestion intégrée des paysages, et notamment des paysages forestiers. Cela est en phase avec l'approche de plus en plus intégrée de programmation des ressources du domaine d'intervention visant à renforcer les effets positifs multiples pour l'environnement mondial, notamment la connectivité accrue entre les différentes composantes du paysage (diversité biologique), la fixation du carbone et la réduction d'émissions de GES d'origine terrestre (atténuation des changements climatiques), et la restauration et la limitation de la dégradation des terres et des forêts dans les paysages forestiers (programme de GDF de FEM-6).

32. Les programmes d'impact de FEM-7 mettent en commun les ressources du FEM destinées aux domaines d'intervention « Diversité biologique », « Dégradation des terres » et « Changements climatiques » et contribuent à l'atteinte de leurs objectifs d'une manière plus intégrée et à une échelle plus grande. Les programmes d'impact énumérés au tableau 4 ci-dessus se situent dans le droit fil des objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres » de FEM-7 et couvrent quatre systèmes d'importance mondiale pour la promotion de changements porteurs de transformations procurant des effets positifs multiples pour l'environnement mondial : systèmes alimentaires, usage des terres et restauration, paysages durables du bassin de l'Amazone, paysages durables du bassin du Congo, et gestion durable des terres arides.

Tendances géographiques

33. Le portefeuille dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » est représenté par 56 projets nationaux réalisés dans 51 pays répartis sur l'ensemble des cinq régions concernées par les annexes de la CNULD – Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et orientale, et Méditerranée septentrionale – ainsi que par 11 projets mondiaux et 8 projets régionaux (voir Tableau 5). Pour les cinq régions de la CNULD, le montant total de ressources programmées par le FEM s'élève à 262,42 millions de dollars. Les 595,34 millions de dollars restants ont été programmés à travers 11 projets mondiaux et 8 projets régionaux visant à investir dans des initiatives coordonnées menées par 71 pays au total ou à faire face à des problèmes thématiques précis liés à la GDT.

**Tableau 5 : Nombre de projets et ressources du FEM par région des annexes de la CNULD
durant la période considérée**

Région	Nombre de projets durant l'ex. 18	Nombre de projets durant l'ex. 19	Nombre de projets durant les ex. 18 et 19	Ressources du FEM durant l'ex. 18 (millions de dollars)	Ressources du FEM durant l'ex. 19 (millions de dollars)	Ressources totales du FEM durant les ex. 18 et 19 (millions de dollars)
Afrique	20	3	23	95,78	11,63	107,41
Asie	11	3	14	56,59	18,69	75,28
Amérique latine et Caraïbes	7	6	13	34,08	30,30	64,38
Méditerranée septentrionale	1	0	1	2,20	0,00	2,20
Europe centrale et orientale	3	2	5	7,75	5,40	13,15
Projets mondiaux	9	2	11	34,34	336,93	371,27
Projets régionaux	5	3	8	58,21	165,86	224,07
Total	56	19	75	288,95	568,81	857,76

Région Afrique

34. Pour la période couverte par le présent rapport, la région Afrique affiche un solide portefeuille représentant un total de 107,41 millions de dollars de ressources du FEM programmées à travers 23 projets nationaux réalisés dans 21 pays – Afrique du Sud, Algérie, Angola, Burkina Faso, Cameroun, Djibouti, Égypte, la Gambie, Guinée, Lesotho, Libéria, Madagascar, Maurice, Namibie, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie et Zambie. Pour de plus amples détails, veuillez-vous reporter à l'annexe 1.

35. En outre, la région Afrique tire des avantages considérables des Programmes à impact mondiaux et régionaux, une grande partie de l'investissement du FEM ayant été allouée aux paysages durables du bassin du Congo (N° FEM #10208), aux forêts de Miombo en Afrique australe, ainsi qu'à la région du Sahel à travers le Programme à impact sur la gestion durable des terres arides (N° FEM #10206). De plus amples détails sont fournis plus loin, dans la section consacrée à la programmation mondiale et régionale.

Région Asie

36. Avec 14 projets en cours pour un financement total du FEM de 75,28 millions de dollars, le portefeuille de l'Asie est le deuxième plus important pour la période considérée, et compte des projets dans dix pays – Afghanistan, Cambodge, Fidji, Inde, Indonésie, Philippines, Îles

Salomon, Sri Lanka, Thaïlande et Vanuatu. Pour de plus amples détails, veuillez-vous reporter à l'annexe 1.

37. Ces projets, essentiellement multithématiques, visent principalement à réaliser l'objectif 3 de la stratégie adoptée pendant FEM-6 dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » (LD-3), qui consiste à réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des terres à l'échelle paysagère. Ainsi, cinq des projets multithématiques reçoivent un investissement du programme d'incitation de la GDF pour combiner la préservation de la diversité biologique, la transposition à plus grande échelle des innovations en matière de GDT et l'atténuation des effets du changement climatique par l'adoption de mesures touchant l'agriculture, les forêts et l'utilisation des terres.

Région Amérique latine et Caraïbes

38. La région Amérique latine et Caraïbes (ALC) est représentée par 13 projets pour la période couverte par le présent rapport, pour un financement total du FEM de 64,38 millions de dollars.

39. Les projets multithématiques ont représenté la majeure partie des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » programmées par les pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Ces projets portent en grande partie sur les objectifs 1 et 3 (DT-1 et DT-3) de la stratégie retenue dans le domaine d'intervention de FEM-6, et ont essentiellement mobilisé des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » pour améliorer la gestion intégrée des paysages forestiers à grande échelle. Les projets de FEM-7 en Uruguay (N° FEM #10081), en Équateur (N° FEM #10184), au Honduras (N° FEM #10220) et en République dominicaine (N° FEM #10216) portent sur la réalisation de la neutralité en matière de dégradation des terres.

40. La Région ALC bénéficie en outre d'un investissement régional de 96,25 millions de dollars dans le Programme à impact sur les paysages durables en Amazonie de FEM-7 (N° FEM #10198), qui couvre notamment la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Pérou et le Suriname.

Région Méditerranée septentrionale

41. Parmi les 12 pays concernés par cette annexe de la CNULD, seuls deux, l'Albanie et la Turquie, peuvent prétendre à un financement du FEM. Durant la période couverte par le présent rapport, la Turquie a vu la réalisation d'un projet de modernisation de l'irrigation (N° FEM #9984).

Région Europe et Asie centrale

42. Cinq projets ont été approuvés dans des pays de la région Europe et Asie centrale, pour une programmation des ressources du FEM d'un montant total de 13,15 millions de dollars

dans les pays suivants : Azerbaïdjan, Géorgie, Macédoine, Moldova et Ukraine. En Géorgie, le projet « Atteinte des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres grâce à la restauration et à la gestion durable des pâturages dégradés porte tout particulièrement sur la réalisation de la neutralité en matière de dégradation des terres (N° FEM #10151).

Programmation régionale et mondiale

43. Durant la période considérée, 595,34 millions de dollars de ressources du FEM ont été programmées à travers onze projets mondiaux représentant 371,27 millions de dollars et huit projets régionaux représentant 224,07 millions de dollars. Le montant considérable de ressources programmées à travers des projets mondiaux et régionaux atteste des efforts continus déployés par le FEM en vue d'une programmation plus intégrée des ressources, s'attaquant aux problèmes environnementaux aux échelles régionale et mondiale. Les projets mondiaux de cette cohorte permettent de répondre à des enjeux thématiques ou intersectoriels précis qui sont indispensables pour faire avancer des initiatives dans les domaines d'intervention au-delà des frontières nationales. Deux projets mondiaux en particulier se démarquent par leur affinité particulière avec le domaine d'intervention « dégradation des terres » et sont brièvement décrits dans les paragraphes qui suivent.

44. L'objectif du Programme à impact intitulé Systèmes alimentaires, utilisation des terres et restauration (FOLUR – N° FEM #10201) est de promouvoir à grande échelle la gestion intégrée et durable des paysages, et les chaînes de valeur et d'approvisionnement alimentaire efficaces. Ce programme cherche à faire advenir un virage transformateur dans l'utilisation des terres arables et les systèmes alimentaires, qui sont des causes majeures de la dégradation de l'environnement dans le monde. L'empreinte écologique de l'agriculture telle que pratiquée aujourd'hui est considérable, et ce, à de multiples niveaux. Tout d'abord, l'expansion des terres agricole est une cause prédominante des changements d'affectation des terres, y compris de déforestation dans les tropiques, de dégradation des terres et de perte de biodiversité. Ces facteurs, conjugués à des pratiques agricoles inadaptées, font que ce secteur représente approximativement un quart de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète. Les pays sélectionnés à l'issue du premier appel à manifestations d'intérêt pour participer au programme sont les suivants : Burundi, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Indonésie, Kazakhstan, Libéria, Malaisie, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Tanzanie, Thaïlande, Ukraine et Vietnam. Veuillez-vous reporter à l'annexe 3 pour de plus amples détails.

45. L'objectif du Programme à impact sur la gestion durable des terres arides (N° FEM #10206) consiste à éviter, à réduire, voire à inverser la tendance à la déforestation, à la dégradation et à la désertification des terres et des écosystèmes arides, grâce à la gestion durable des paysages productifs. Ce programme transformera les pratiques de gestion des zones arides dans les régions et pays sélectionnés, jetant les bases de leur généralisation à l'échelle régionale, voire planétaire. Le cadre du programme permet aux pays participants de s'attaquer aux problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse. Le programme portera ses efforts sur trois régions arides précises : les écosystèmes de Miombo et

de Mopane en Afrique australe (dans les pays participants suivants : Angola, Botswana, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe), les savanes d’Afrique de l’Ouest (Burkina Faso) et les prairies tempérées, forêts riveraines et savanes arbustives d’Asie centrale (Kazakhstan et Mongolie). Veuillez-vous reporter à l’annexe 3 pour de plus amples détails.

46. Au chapitre des programmes régionaux, les plus dignes de mention pour la CNULD sont les Programmes à impact de FEM-7 axés sur les bassins de l’Amazone et du Congo. Ces programmes sont décrits ci-après.

47. Le Programme à impact pour des paysages durables en Amazonie (N° FEM #10198) couvre la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l’Équateur, le Guyana, le Pérou et le Suriname. Ce programme vise plus particulièrement l’élaboration et la mise en œuvre d’approches collaboratives pour la conservation de la diversité biologique et pour l’utilisation des terres productives qui fournissent des moyens de subsistance. Il vise l’application d’approches de gestion intégrée des paysages forestiers, le renforcement et l’amélioration de la coordination des actions sur le terrain. L’objet de ce programme, à terme, est d’aider la région à sortir du scénario tendanciel – à savoir la conversion de forêt en zones de pâturages faiblement productives et autres usages des terres non durables– pour préserver et restaurer les forêts et les écosystèmes d’eau douce. Le résultat ultime de ce processus sera le maintien et le rétablissement de la résilience écologique de la région biogéographique amazonienne.

48. Le Programme à impact consacré aux paysages durables du bassin du Congo (N° FEM #10208) couvre le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et la République du Congo. L’objectif de ce programme est d’amorcer un changement profond sur le plan de la préservation de la biodiversité et de la gestion durable du bassin du Congo à travers des approches paysagères qui impulsent l’autonomisation des communautés locales et des populations tributaires des forêts, ainsi qu’à travers des partenariats avec le secteur privé. Le programme prévoit des actions consistant à relever les défis immédiats liés à l’appauvrissement de la biodiversité et à l’absence de droits fonciers pour les populations tributaires des forêts. Il aidera en outre la région à se prémunir contre les menaces croissantes qui se profilent dans un avenir proche. Le développement des infrastructures et les plantations agro-industrielles à grande échelle présentent des risques de dégradation des terres et des forêts et menacent d’occasionner des dommages irréversibles à l’intégrité et au fonctionnement de l’écosystème forestier du bassin du Congo.

III – LA GESTION DURABLE DES TERRES COMME COMPOSANTE D’AUTRES FENÊTRES DE FINANCEMENT DU FEM

Programme de microfinancements

49. Le montant total des ressources approuvées au titre du STAR pour le Programme de microfinancements (SGP) durant la période considérée était de 35,03 millions de dollars, dont 5,40 millions de dollars utilisés par 27 pays sur leurs allocations au titre du STAR dans le

domaine d'intervention « dégradation des terres »¹⁷. Ces ressources servent à financer des dons à des organisations de la société civile (OSC), des organisations de proximité et des groupes autochtones pour appuyer les activités de gestion durable des terres. Les ressources DIDT ont pour la plupart été utilisées à l'appui de la gestion durable des écosystèmes agricoles et des zones d'activité productive, où la détérioration des services et des biens écosystémiques compromet les moyens de subsistance des populations locales. Les projets du SGP comprenant les ressources STAR du domaine d'intervention « dégradation des terres » sont énumérés à l'annexe 1.

50. Au cours de la période considérée, les projets liés à la GDT, notamment le projet portant sur les questions de gestion durable des forêts, ont fait l'objet d'une demande croissante de la part des organisations de la société civile (OSC) et des populations locales. La terre joue un rôle crucial dans les moyens de subsistance des populations locales et la nécessité croissante de faire face à la dégradation induite par divers facteurs, notamment les effets du changement climatique, pourrait engendrer un plus grand intérêt de la part des OSC.

Programme de renforcement des capacités transversales

51. Pendant FEM-6, le Programme de renforcement des capacités transversales (PRCT) a continué d'aider les pays à intervenir sur les cadres institutionnels et les politiques publiques afin de mettre en œuvre les Conventions. Les projets financés dans le cadre de ce programme portent sur d'importantes capacités à renforcer pour rendre les pays mieux à même d'honorer leurs obligations issues des Conventions, en créant des synergies et en favorisant la prise en compte systématique des accords multilatéraux sur l'environnement dans les politiques publiques, les dispositifs de gestion ou les cadres financiers et législatifs au niveau national. Compte tenu du fait que la majeure partie du budget affecté au PRCT avait été programmée au début de FEM-6, seul un projet a été financé durant la période considérée : Capacités systémiques, institutionnelles et individuelles pour l'application des Conventions de Rio en République du Soudan du Sud (N° FEM #9815), avec un million de dollars de financement du FEM et 2,25 millions de dollars de cofinancement. Veuillez-vous reporter à la liste de projets de l'annexe 2 pour de plus amples détails.

Instruments hors aides directes

52. Fort de son expérience en matière d'utilisation de la dette, de fonds propres et de produits d'atténuation des risques, le FEM a lancé un programme pilote sur les instruments hors aides directes dans le cadre de FEM-6 pour valider l'application d'instruments financiers autres que les aides directes en vue de lutter contre la dégradation de l'environnement. Le programme pilote s'est vu attribuer 110 millions de dollars pendant FEM-6. Le programme relatif aux instruments financiers hors aides directes se poursuit pour FEM-7, avec un budget de 136 millions de dollars.

¹⁷ Outre le SGP financé par les ressources du STAR, le Conseil du FEM a également approuvé 64 millions de dollars pour le financement du premier programme de travail (décembre 2018) de FEM-7 sur son budget institutionnel.

53. Le Programme sur les instruments financiers autres que les aides directes vise à améliorer l'état de l'environnement mondial dans un ou plusieurs domaines d'intervention du FEM, notamment « diversité biologique », « changements climatiques », « eaux internationales », « dégradation des terres » et « gestion des produits chimiques et des déchets ». Sont particulièrement encouragées les propositions qui : i) démontrent une application novatrice par les secteurs privé et public de mécanismes financiers, de modèles opérationnels, de partenariats et d'approches pour réaliser les objectifs des stratégies intégrées du FEM qui peuvent être largement adoptés et transposés à grande échelle ; et ii) exigent des niveaux élevés de cofinancement. Le niveau de financement est souple et varie entre 2 millions de dollars et 15 millions de dollars par projet.

54. Au cours de la période couverte par le présent rapport, un projet portant sur des instruments financiers hors aides directes était lié aux objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres ». L'Initiative pour le financement de la conservation de la CIPC – Réalisation à grande échelle et démonstration de la valeur du financement mixte des activités de conservation (N° FEM #9914) – a investi 8,99 millions de dollars des ressources du FEM, qui ont mobilisé 102,81 millions de dollars de cofinancement. Ce projet de FEM-6 est présenté à l'annexe 2, et fait l'objet d'une brève description à l'annexe 3.

Projets à plusieurs financements internes

55. Outre les activités monothématiques et multithématiques dans le domaine d'intervention « dégradation des terres », les investissements en faveur de la GDT peuvent aussi bénéficier de synergies avec d'autres fonds fiduciaires gérés par le FEM. Il s'agit du Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) et du Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial) établis en application de la CCNUCC. Ces fonds se consacrent à l'adaptation aux changements climatiques, mais compte tenu de l'accent qu'ils mettent sur les systèmes de production et la vulnérabilité des moyens de subsistance, selon les priorités nationales, il est parfois possible de réaliser des synergies avec la GDT à travers des projets cofinancés par la Caisse du FEM et le Fonds pour les PMA et/ou le Fonds spécial.

56. Au cours de la période considérée, deux projets bénéficiant du soutien de ces Fonds ont été approuvés : le projet pour le Soudan et un projet régional dans les Caraïbes. Le Projet de gestion durable des ressources naturelles au Soudan (N° FEM #10083) était financé par le Fonds pour les PMA à hauteur de cinq millions de dollars, ainsi que sur les ressources DIDT. L'Initiative régionale multi-pays de gestion des terres pour une restauration intégrée des paysages et des systèmes alimentaires résilients (CSIDT-SOILCARE, Phase 1) dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes (N° FEM #10195) était financée par le Fonds spécial à hauteur de un million de dollars, ainsi que sur les ressources DIDT. Ces deux projets de FEM-7 sont mentionnés à l'annexe 2, et font l'objet d'une brève description à l'annexe 3.

IV – ÉTAT D’AVANCEMENT GLOBAL DE LA PROGRAMMATION DE FEM-6

57. Comme indiqué au tableau 6, un montant total de 431 millions de dollars a été alloué au DIDT pendant FEM-6 ; toutefois, en raison d’un déficit de ressources, les cibles ont été révisées à mi-parcours¹⁸. Au total, 400,67 millions de dollars étaient programmés du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2018. Ce chiffre représente un taux d’utilisation de 106,5 % de l’allocation révisée. Le niveau élevé de programmation semble suggérer que les pays auraient, en réponse au déficit de ressources annoncé, privilégié les investissements DIDT dans l’attribution de leurs ressources STAR au détriment des autres domaines d’intervention.

58. Dans le cadre de FEM-6, 346 millions de dollars ont été directement alloués à travers le STAR à 144 pays au titre de la DT. Comme évoqué plus haut, la cible a été révisée à 291 millions de dollars en octobre 2016. Pour la période de FEM-6, 317,60 millions de dollars de l’allocation révisée des ressources du STAR dévolues au DIDT ont été utilisés par 116 des 144 pays, ce qui représente 109,1 % de la cible révisée.

59. Le STAR pendant FEM-6 offrait aux pays, dans la manière d’utiliser leurs ressources, divers niveaux de souplesse. Les pays bénéficiant d’une allocation d’un montant maximum de sept millions de dollars avaient toute latitude pour affecter leur allocation à des projets rattachés à tous les domaines d’intervention ou à un seul. Tous les autres pays peuvent procéder à des ajustements marginaux entre les allocations des différents domaines d’intervention dans la limite d’un montant total de 2 millions de dollars, ainsi que précisé dans les allocations individuelles initiales de FEM-6 au titre du STAR¹⁹.

60. Ces ressources étaient programmées à travers des projets monothématiques DIDT et des projets multithématiques. Des ressources supplémentaires du FEM d’un montant de 845,67 millions de dollars ont été programmées dans des projets et programmes multithématiques conjointement aux ressources allouées dans le DIDT. C’est ainsi que 1 246,34 millions de dollars de ressources du FEM ont été mises à disposition pour des activités de mise en œuvre de la CNULD pendant FEM-6.

61. Ces ressources étaient programmées à travers des projets monothématiques DIDT et des projets multithématiques. Des ressources supplémentaires du FEM d’un montant de 845,67 millions de dollars ont été programmées dans des projets et programmes multithématiques conjointement aux ressources allouées dans le DIDT. C’est ainsi que 1 246,34 millions de dollars de ressources du FEM ont été mises à disposition pour des activités de mise en œuvre de la CNULD pendant FEM-6.

¹⁸ FEM, 2016, [Point sur la disponibilité des ressources de FEM-6](#). Document du Conseil GEF/C.51/04

¹⁹ FEM, 2014, [Allocations indicatives des ressources FEM-6 au titre du STAR](#). Document du Conseil GEF/C.47/Inf.08

**Tableau 6 : État définitif de l'utilisation des ressources du domaine d'intervention
« dégradation des terres » pour FEM-6**

Poste	Allocation de FEM-6 (millions de dollars)	Cibles révisées en octobre 2016 (millions de dollars)	Montant total des ressources programmées de FEM-6 (millions de dollars)	Part de l'allocation utilisée (en pourcentage des cibles révisées)
Total de l'allocation DIDT	431	376	400,67	106,5 %
- Allocation DIDT au titre du STAR	346	291	317,60	109,1 %
- Ressources réservées DIDT	85	85	83,07	97,0 %
Programmation multithématique conjointe à l'allocation DIDT	Sans Objet (S.O.)	S.O.	845,67	S.O.
Montant total programmé			1 246,34	

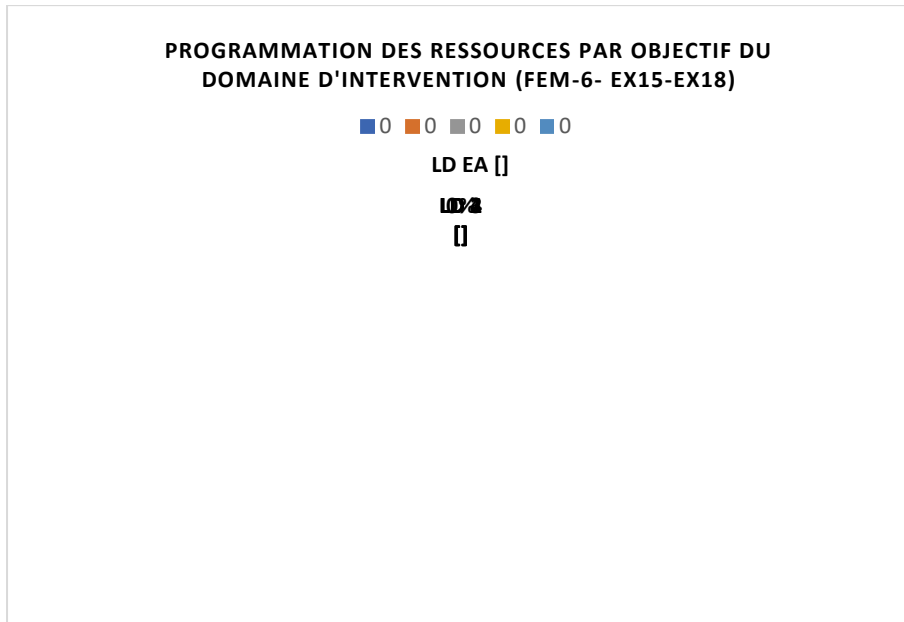
62. Le ratio de cofinancement des projets et programmes financés pendant FEM-6 s'est établi à 6,0 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM sur l'ensemble du portefeuille DIDT. Ainsi, le financement total de 1 139,79 millions de dollars alloué par le FEM en vue de l'exécution de ses projets a permis de mobiliser 6 842,23 millions de dollars de cofinancement.

63. Les ressources DIDT ont été affectées à la réalisation des quatre objectifs de FEM-6 dans ce domaine d'intervention et aux activités habilitantes, les investissements étant équilibrés entre les différents objectifs du domaine d'intervention (voir Figure 1).

64. Sur les 85 millions de dollars de ressources réservées dans le STAR, 83,07 millions de dollars étaient programmés (97 % des ressources réservées) pour le programme intégré pilote sur la sécurité alimentaire, le programme de gestion durable des forêts, huit projets mondiaux et régionaux, ainsi que pour les activités habilitantes.

65. Sur le montant total de 15 millions de dollars de ressources réservées spécifiquement pour les activités habilitantes, 13,21 millions de dollars ont été utilisés (87 %). Quatre projets-cadres ont été élaborés pour répondre aux 107 pays qui avait soumis une lettre d'agrément du point focal technique du FEM sollicitant un appui aux activités habilitantes. Chaque pays avait accès à un montant pouvant atteindre 70 000 dollars dévolus à l'appui aux activités habilitantes. Ces projets-cadres étaient par ailleurs complétés par un projet de 2 millions de dollars en coopération avec le Mécanisme mondial. Le FEM a également financé le projet intitulé Établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres à hauteur de 3 millions de dollars (N° FEM #9365) sur le budget des activités habilitantes.

Figure 3 : Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres » pour FEM-6 par objectif du domaine d'intervention



V – PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA PROGRAMMATION DE FEM-7

66. La septième reconstitution des ressources du Fonds pour l’environnement mondial (juillet 2018 à juin 2022) s’est achevée durant la période couverte par le présent rapport. Le montant total des contributions au FEM annoncées par les bailleurs de fonds est de 4,1 milliards de dollars. L’allocation théorique de ressources DDT pour FEM-7 est de 475 millions de dollars, soit une hausse de 10 % par rapport au sixième cycle de reconstitution des ressources du FEM (431 millions de dollars). L’allocation du STAR aux pays a quant à elle été portée de 346 millions de dollars à 354 millions de dollars. Dans le cadre de la septième reconstitution, tous les pays bénéficient d’un seuil minimum de 1 million de dollars de ressources du STAR pour la DT, tandis que le seuil pour les pays les moins avancés a été porté à 1,5 million de dollars.

67. Le STAR de FEM-7 offre aux pays, dans la manière d’utiliser leurs ressources, divers niveaux de souplesse. Les pays bénéficiant d’une allocation d’un montant maximum de sept millions de dollars ont toute latitude pour affecter leur allocation à des projets rattachés à tous les domaines d’intervention ou à un seul. Tous les autres pays peuvent procéder à des ajustements marginaux entre les allocations des différents domaines d’intervention, comme le précisent les allocations individuelles initiales des ressources FEM-7 au titre du STAR²⁰.

²⁰ FEM, 2018, [Initial GEF-7 STAR Country Allocations](#). Document du Conseil GEF/C.55/Inf.03

68. Au cours de la première année de FEM-7, 176,40 millions de dollars des ressources DIDT avaient été programmées, représentant 37,1 % de l'allocation totale. La majorité du financement DIDT a été investie dans des projets et programmes multithématiques, c'est-à-dire recoupant plusieurs domaines, ce qui a permis de mobiliser quelque 392,41 millions de dollars supplémentaires d'autres domaines d'intervention et Programmes à impact du FEM.

69. Au cours de la première année de FEM-7, 59 pays ont utilisé un montant total de 134,40 millions de dollars sur leurs allocations DT respectives au titre du STAR, ce qui représente 37,9 % de l'allocation totale.

70. Sur les 121 millions de dollars ressources réservées au titre du STAR, 42 millions de dollars ont été utilisés, dont 41 millions de dollars pour la programmation intégrée à travers les quatre Programmes à impact de FEM-7 portant sur le domaine d'intervention « dégradation des terres », et un million de dollars pour le projet régional intitulée Initiative plurinationale de gestion des sols pour une restauration intégrée des paysages et des systèmes alimentaires résilients (CSIDS-SOILCARE, Phase 1) mené dans des petits États insulaires en développement des Caraïbes (N° FEM #10195).

71. Le ratio de cofinancement des projets du FEM s'établit à 7,6 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM sur l'ensemble du portefeuille DIDT au cours de la première année de FEM-7. Les 519,77 millions de dollars de financement de projets du FEM ont ainsi permis de mobiliser 3 968,75 millions de dollars de cofinancements.

VI – SUIVI ET ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE

Rapport de suivi annuel du portefeuille

72. Il ressort du Rapport annuel de suivi du portefeuille du FEM de 2018²¹ que le portefeuille de projets monothématiques DIDT contribue considérablement aux objectifs de résultats institutionnels du FEM, pour ce qui est des progrès de la mise en œuvre et de leur objectif de développement. Sur les 62 projets en cours d'exécution, 93 % ont été jugés modérément satisfaisants ou ont obtenu une note plus élevée en ce qui concerne les progrès de la mise en œuvre. En ce qui concerne la réalisation de leur objectif de développement, 91 % des projets sont jugés modérément satisfaisants ou ont obtenu une note plus élevée.

Analyse des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de résultats dans le domaine d'intervention pendant FEM-6

73. Sur la base du mandat du FEM dans le domaine d'intervention et des possibilités d'un impact porteur de transformations profondes, l'objectif de résultat institutionnel pendant FEM-6 est d'atteindre 120 millions d'hectares bénéficiant d'une gestion plus durable des terres. Cette cible peut couvrir des zones de culture, des pâturages et des paysages forestiers dans les

²¹ FEM, 2018, [Rapport annuel de suivi du portefeuille](#). Document du Conseil GEF/C.55/03

régions affectées. Les projets approuvés pendant FEM-6 ont établi une cible cumulative de 103 millions d'hectares, ce qui représente 86 % de l'objectif de l'institution, une sous-performance somme toute faible si l'on tient compte du fait que seuls 93 % de l'allocation initiale ont été utilisés en raison du déficit de ressources dans l'enveloppe de FEM-6 évoqué plus haut. Les 56 projets DIDT approuvés durant la dernière année de FEM-6 ont contribué 39 millions d'hectares, soit approximativement 32 % de l'objectif de FEM-6.

74. La cohorte des projets approuvés durant la dernière année de FEM-6 devrait par ailleurs contribuer aux objectifs institutionnels d'atténuation des émissions de GES. Les avantages liés à cette réduction des émissions dans les 56 projets représentent un total de 44,70 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂éq), soit environ 6 % des 750 millions de tonnes d'équivalent CO₂ ciblés par l'institution pour la composante changements climatiques de FEM-6. Ces chiffres témoignent de la nature intégrée de la GDT, qui permet de faire face aux problèmes liés aussi bien aux terres qu'au climat, et devraient être peaufinés davantage pendant l'élaboration des projets et faire l'objet d'un suivi pendant toute la période de mise en œuvre des projets.

Architecture actualisée des résultats pour FEM-7

75. Pour le cycle couvert par FEM-7, l'institution a actualisé son architecture de résultats de sorte à mieux refléter la programmation intégrée sur l'ensemble des domaines d'intervention²². S'appuyant sur l'expérience et les enseignements tirés des systèmes et autres approches mis au point au cours des deux décennies écoulées, l'architecture de résultats de FEM-7 a été pensée pour générer des données et informations plus fiables et plus pertinentes sur les résultats, tout en mettant en avant l'intégration, les avantages multiples et la simplification. Plus précisément, l'architecture de résultats vise à mieux saisir la valeur des synergies entre les différents domaines d'intervention du FEM, ainsi que les efforts nécessaires pour impulser la transformation des principaux systèmes à l'origine de la détérioration du patrimoine environnemental mondial. Elle devrait en outre permettre au FEM d'amorcer la mesure plus systématique des retombées socio-économiques connexes de ses projets et programmes.

76. Le cadre de résultats actualisé comporte onze indicateurs de base et sous-indicateurs connexes qui couvrent l'ensemble des cinq domaines d'intervention. Les indicateurs de base ont été mis au point par le Secrétariat, en consultation et collaboration étroite avec les institutions partenaires et autres parties prenantes. Il reprend en outre les contributions apportées par les participants et observateurs du processus de reconstitution FEM-7. Des objectifs institutionnels ont été fixés au niveau des indicateurs de base seulement. Pour le nombre de bénéficiaires, aucun objectif n'a été fixé ; cependant, leur nombre sera vérifié, comptabilisé et ventilé par sexe.

²² FEM, 2018, [Architecture actualisée des résultats pour FEM-7](#). Document du Conseil, GEF/C.54/11 Rev.02

77. Les indicateurs de base et sous-indicateurs qui sont particulièrement liés aux objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres » sont présentés dans le tableau 7, assortis des objectifs provisoires fixés dans les projets et programmes approuvés de FEM-7.

Tableau 7 : Indicateurs de base et sous-indicateurs²³ de FEM-7 et leur lien avec les objectifs DIDT (en gras)

Indicateurs de base/sous-indicateurs	Objectif institutionnel de FEM-7	Objectifs provisoires fixés dans les projets/programmes approuvés durant la première année de FEM-7	Pourcentage d'objectifs institutionnels du FEM
<u>Superficie restaurée</u> - Terres agricoles dégradées - Forêts et espaces forestiers - Prairies naturelles et savanes arbustives - Zones humides	6 000 000 ha	4 685 169 ha - 2 461 185 ha - 1 458 893 ha - 706 461 ha - 58 630 ha	78,1 %
<u>Terres bénéficiant de pratiques améliorées</u> - Gestion améliorée au profit de la biodiversité - Paysages correspondant aux critères de certification qui prennent en compte la biodiversité - Gestion durable des terres dans les systèmes de production - Pertes évitées de forêt de haute valeur pour la conservation (HCVF)	320 000 000 ha	87 132 695 ha - 33 252 025 ha - 163 510 ha - 53 171 360 ha - 545 800 ha	27,2 %
<u>Émissions de gaz à effet de serre atténuées</u> - Carbone séquestré ou émissions évitées dans le secteur AFOLU - Carbone séquestré ou émissions évitées en dehors du secteur AFOLU	1,5 milliard de tonnes équivalent CO ₂	581 662 628 teqCO ₂ - 467 291 988 teqCO ₂ - 114 370 640 teqCO ₂	38,8 %
Nombre de bénéficiaires dans les projets et programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » - Nombre d'hommes - Nombre de femmes	(l'indicateur fait l'objet d'un suivi, aucun objectif n'a été fixé)	9 735 085 - 4 789 077 - 4 946 008	(S.O.)

²³ FEM, 2019, [Fiche de performance institutionnelle de FEM-7 pour juin 2019](#).

Enseignements tirés des différents projets et programmes du point de vue de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse

78. En 2017, le Bureau indépendant de l'évaluation du FEM a évalué la pertinence, la performance, l'efficacité et l'optimisation des ressources DIDT. L'étude d'ensemble porte sur les activités financées par des dons du FEM qui sont menées sur des terres agricoles, des parcours, des terres productives dégradées et des terres désertiques et en matière de lutte contre le déboisement et la désertification²⁴. L'étude a confirmé que le domaine d'intervention « dégradation des terres » était très pertinent : i) eu égard aux mandats des organismes partenaires du FEM ; ii) en ce qui concerne les besoins des pays de toutes les régions, en particulier l'Afrique ; et iii) étant donné que selon la CNULD, les cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres, les projets et les autres initiatives de gestion durable des terres constituent des instruments efficaces pour mobiliser des financements durables additionnels et des investissements responsables et durables pour faire face aux enjeux de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse.

79. L'étude a permis de dégager des enseignements utiles sur la programmation et les priorités dans les régions touchées, qui ont aidé à définir les orientations DIDT de FEM-7. Elle a notamment recommandé : 1) la mise en œuvre de la NDT sur fond d'une combinaison appropriée d'interventions prenant également en compte les activités de restauration et de gestion durable des terres ; 2) l'évaluation des risques climatiques dans les initiatives DIDT et la mise au point de réponses de gestion adaptative de ces risques ; 3) le renforcement des outils de suivi et évaluation (S&E) et des méthodes de diffusion des connaissances ; et 4) en ce qui a trait plus particulièrement aux questions de DDTS, l'étude a recommandé de prendre dûment en compte les facteurs contextuels complexes tels que la sécheresse, l'insécurité alimentaire et les migrations durant les phases d'élaboration des projets et programmes.

80. En réponse à ces recommandations, la stratégie DIDT pour FEM-7 comporte les éléments suivants : 1) la restauration des terres dégradées est prévue au titre du sous-objectif DT-1-3 « Paysages restaurés : Maintenir ou améliorer le flux des services écosystémiques, y compris les moyens de subsistance des populations locales, à travers la restauration des forêts et des paysages » afin de permettre les investissements ciblés ; 2) les risques climatiques sont évalués dès la phase d'élaboration du projet dans le cadre de l'évaluation des risques ; 3) des informations géospatiales précises sur l'emplacement des projets s'imposent dès la soumission des propositions de sorte à garantir l'exactitude du suivi et de l'évaluation des projets qui s'attèlent à la DT ; et 4) en ce qui a trait à la DDTS, la stratégie DIDT permet aux pays participants d'investir dans la préservation et la reconstruction des zones

²⁴ Bureau indépendant de l'évaluation du FEM, 2018, [Land Degradation Focal Area \(LDFA\) Study 2017](#). Document du Conseil GEF/ME/C.52/Inf.02

productives, d'atténuer les effets de la sécheresse, d'améliorer la résilience et de prévenir les conflits et les migrations.

81. Le FEM peut apporter son aide dans des contextes particuliers, notamment dans les zones fragiles ou sujettes à la sécheresse, pour lutter contre les causes de la fragilité et de l'insécurité foncière et hydrique, inverser les pressions exercées sur les ressources, renforcer ou rétablir la gouvernance et recréer des moyens de subsistance et des emplois basés sur les ressources naturelles.

82. À cet égard, les investissements DIDT répondent directement aux priorités de la CNULD et plus précisément à son cadre stratégique (2018-2030) qui reconnaît que la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse sont des défis planétaires qui contribuent aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux et qui les aggravent, en même temps qu'ils affaiblissent la résistance aux changements climatiques et contribuent aux migrations forcées²⁵.

83. Au cours de la période couverte par le présent rapport, plusieurs projets et programmes ont été approuvés qui s'attèlent aux enjeux DDTs, en produisant par exemple des connaissances, des méthodes et des résultats scientifiques susceptibles d'aider à la lutte contre les problèmes de DDTs dans le projet « Evaluation à grande échelle de la dégradation des terres afin d'orienter les investissements à venir dans la GDT dans les pays de la Grande muraille verte » (Burkina Faso, Éthiopie, Niger, Sénégal – N° FEM #9825) ; à travers l'introduction d'espèces résistantes à la sécheresse dans le projet « Gestion durable des ressources naturelles au Soudan » (N° FEM #9575) et à travers le renouvellement des eaux des aquifères dans le Projet « Gestion durable des ressources en eau, parcours et périmètres agro-pastoraux dans le bassin versant Cheikhetti Wadi de Djibouti » (N° FEM #9599). Qui plus est, le Programme à impact sur les paysages durables des terres arides (N° FEM #10206) s'attèlera à la lutte contre la désertification et la sécheresse dans le cadre de son approche intégrée qui prévoit, par exemple, des activités de restauration et de réhabilitation des terres arides et l'appui à des chaînes de valeur base sur des cultures indigènes, sous-utilisées et résistantes à la sécheresse.

Appui du FEM à la NDT et aux objectifs de développement durable

84. Le FEM a donné suite à la demande d'appui à l'établissement et à la réalisation des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres depuis la 12^e Conférence des Parties à la CNULD. Outre l'appui qu'ils ont manifesté au cadre du projet intitulé Établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres (N° FEM #9365), 15 pays ont élaboré des projets nationaux qu'ils financeront sur leurs allocations STAR dédiées au DIDT, dans le but précis d'appliquer la NDT. D'autre part, cinq projets régionaux et mondiaux ont aidé au développement de capacités et d'outils axés sur la réalisation de la NDT. De plus amples détails

²⁵ [Cadre stratégique 2018-2030 de la CNULD](#), ICCD/COP (13)/21/Add.1

sont fournis dans une publication du FEM qui synthétise les avancées enregistrées vers la réalisation de la NDT au titre de FEM-6²⁶.

85. Le FEM a par ailleurs appuyé l'établissement et le fonctionnement du mécanisme d'assistance technique du Fonds LDN pour atteindre la NDT, pour un montant de 2 millions de dollars, à travers un projet de moyenne envergure mis en œuvre par WWF-US (N° FEM #9900). Cet appui a pour objectif d'assurer des services d'assistance technique à la préparation des projets pour créer un solide portefeuille de projets aux effets transformateurs pour le Fonds LDN.

86. Avec l'ouverture du cycle couvert par la septième reconstitution du FEM (FEM-7), le Fonds en a profité pour actualiser et réviser sa stratégie DIDT afin de l'aligner sur le concept de neutralité en matière de dégradation des terres. Les Programmes à impact de FEM-7 sur les FOLUR, l'Amazonie, le bassin du Congo et la gestion durable des terres arides sont autant de contributions déterminantes à la réalisation de la neutralité en matière de dégradation des terres. Le Programme à impact sur la gestion durable des zones arides en particulier, vise à éviter, à réduire, voire à inverser la tendance à la déforestation, à la dégradation et à la désertification des terres et des écosystèmes arides, au travers de la gestion durable des paysages productifs. En ce sens, il s'aligne parfaitement sur le concept de NDT.

87. La période considérée comporte 18 projets et programmes DIDT, qui prévoient des mesures pour la réalisation des cibles volontaires de NDT. Parmi les exemples de projets approuvés qui portent exclusivement sur la réalisation des cibles de NDT figurent : un projet en Macédoine intitulé « Promouvoir la gestion durable des terres à travers l'amélioration du cadre juridique et institutionnel, le renforcement des capacités et la restauration des paysages de montagne les plus vulnérables » (N° FEM #9759) ; l'Approche globale du paysage en Namibie visant le renforcement des moyens de subsistance et de la gouvernance environnementale pour éradiquer la pauvreté (N° FEM #9426) ; et le Projet d'établissement de cibles de neutralité en matière de dégradation des terres et de restauration des paysages dégradés des Andes occidentales et du littoral en Équateur (N° FEM #10184).

88. De surcroît, le Secrétariat du FEM encourage, sur une base volontaire, les promoteurs de projets et les agences du FEM à utiliser la Liste de vérification des projets et programmes porteurs de transformation pour la NDT lors de l'élaboration de projets au titre de FEM-7²⁷. Cette liste a été mise au point par la CNULD pour aider les promoteurs de projets à l'échelle nationale et leurs partenaires techniques et financiers à imaginer des initiatives efficaces de neutralité en matière de dégradation des terres.

89. Le domaine d'intervention « dégradation des terres » du FEM est par ailleurs prêt à appuyer la mise en œuvre de projets s'attelant aux ODD, conformément aux décisions de la Conférence des Parties à la CNULD. Les projets peuvent consister en une combinaison

²⁶ FEM, 2017, [Land Degradation Neutrality at the GEF](#).

²⁷ <https://www.thegef.org/documents/checklist-land-degradation-neutrality-transformative-projects-and-programmes-draft>

appropriée d'interventions, en particulier grâce à la série d'interventions de GDT. Dans la droite ligne des priorités nationales, du contexte et des considérations de coût-efficacité, le domaine d'intervention « dégradation des terres » renforcera par ailleurs son appui aux activités de restauration des forêts et paysages. Les pratiques de GDT ont pour but de contribuer à éviter et à réduire la dégradation des terres, tandis que la restauration de paysages permet d'inverser le processus de dégradation.

90. Outre la Conférence des Parties à la CNULD, les Conférences des Parties à la Convention sur la diversité biologique et à la Convention de Stockholm ont formulé des orientations à l'intention du FEM sur les objectifs de développement durable. Le FEM donnera suite à ces orientations en encourageant l'intégration des efforts conformément à la nature intégrée des objectifs de développement durable et compte tenu des besoins des pays, dans le respect de son mandat.

VII – CONCLUSIONS

91. Au cours de la période considérée, de juillet 2017 à juin 2019, le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres », DIDT, a continué de comporter un nombre important de projets portant sur toutes les annexes de la CNULD et un large éventail de zones agroécologiques et de questions thématiques. La GDT a de fortes chances d'avoir des effets importants, comme semblent l'attester les résultats escomptés de la cohorte de projets approuvés au titre de la GDT au cours de la dernière année de FEM-6 de la première année de FEM-7. Ces projets doivent en effet respectivement contribuer à la gestion améliorée de 39 et 53,17 millions d'hectares de terres. Ces chiffres représentent un total de 92,17 millions d'hectares de terres gérées au titre de la gestion durable des terres, qui contribuent de façon décisive à l'objectif de FEM-6 et aux indicateurs de base de FEM-7.

92. Le cycle FEM-6 s'est achevé sur une programmation robuste de 400,67 millions de dollars en ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres », ce qui représente 106,5 % de l'objectif d'allocation révisé de FEM-6 pour le domaine d'intervention « dégradation des terres ». Il comportait en outre 317,60 millions de dollars en ressources STAR et 83,07 millions de dollars en ressources réservées. Les ressources STAR et ressources réservées étaient programmées à travers des projets monothématiques DIDT, y compris des activités habilitantes, et des projets et programmes multithématiques, c'est-à-dire recoupant plusieurs domaines. Dans le cadre des projets et programmes multithématiques, un montant supplémentaire de 845,67 millions de dollars de ressources du FEM a été programmé en conjonction avec les ressources DIDT. Ceci représente un total de 1 246,34 millions de dollars de ressources du FEM mises à la disposition des investissements consacrés à la mise en œuvre de la GDT au titre de FEM-6. Le ratio de cofinancement des projets et programmes financés par FEM-6 s'est établi à 6,0 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM sur l'ensemble du portefeuille DIDT. Ainsi, le financement total de 1 139,79 millions de dollars alloué par le FEM en vue de l'exécution de ses projets a permis de mobiliser 6 842,23 millions de dollars de cofinancement.

93. Les activités menées et les progrès enregistrés pendant la période considérée témoignent de l'importance et de la pertinence constantes du rôle que joue le FEM comme mécanisme financier de la CNULD, notamment pour ce qui est d'aider les pays à établir et réaliser, à titre volontaire, des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT). L'alignement de la stratégie de FEM-7 pour le domaine d'intervention « dégradation des terres » sur le concept de NDT et l'élaboration du Programme à impact sur la gestion durable des zones arides en tant que contribution déterminante à la réalisation des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres attestent de l'importance croissante du FEM dans les efforts à l'appui de la mise en œuvre de la Convention.

94. La septième reconstitution des ressources du FEM (FEM-7) a par ailleurs été l'occasion d'une augmentation ostensible des ressources théoriquement attribuées au domaine d'intervention « dégradation des terres » pour répondre à la forte demande et au taux d'utilisation des ressources du FEM par les pays pouvant se prévaloir de son aide pour des projets à l'appui de la mise en œuvre de la Convention au titre de FEM-6. La programmation totale des activités DIDT au cours de la première année de FEM-7 progresse de façon satisfaisante, sachant que 37.1 % des ressources du domaine d'intervention ont été programmées, en tête devant tous les autres domaines d'intervention.

95. L'analyse du suivi du portefeuille a confirmé que le domaine d'intervention « dégradation des terres » est très pertinent en tant que moyen efficace pour la mobilisation de financements durables supplémentaires et d'investissements responsables et durables dans les interventions de lutte contre les problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse. En outre, cette analyse offre des enseignements utiles sur les programmes et les priorités dans les régions touchées, ce qui contribuera à informer la mise en œuvre du FEM-7.

ANNEX 1: LAND DEGRADATION FOCAL AREA PROJECT PORTFOLIO APPROVED IN THE REPORTING PERIOD (ENGLISH ONLY)

FY18 (Last Year of GEF-6)

All amounts in \$ million (rounded)

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	LDFA Amount ²⁹	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9239	Indonesia	IFAD	Integrated Management of Peatland Landscapes (IMPLI)	5.34	0.35	20.70	LD-3	BD-1, BD-4, CCM-2, SFM-3
9372	Sri Lanka	UNDP	Managing Together: Integrating Community-centered Ecosystem-based Approaches in Forestry, Agriculture and Tourism	3.69	0.85	28.45	LD-2	BD-4, SFM-1, SFM-3
9400	Tanzania	UNDP	Safeguarding Zanzibar's Forest and Coastal Habitats for Multiple Benefits	5.70	0.88	23.00	LD-2	BD-1, CCM-2,
9405	Niger	UNDP	Integrated Management of Oasis Ecosystems of Northern Niger (IMOENN)	5.07	1.10	34.30	LD-1, LD-2, LD-3	BD-4, CCM-2, SFM-2, SFM-3
9425	Sudan	UNDP	Strengthened Protected Areas System and Integrated Ecosystem Management	4.54	1.98	17.22	LD-1, LD-3	BD-1, BD-1,
9426	Namibia	UNDP	Namibia Integrated Landscape Approach for Enhancing Livelihoods and Environmental Governance to Eradicate Poverty	11.90	3.54	65.16	LD-3	BD-4, CCM-2, SFM-2, SFM-3
9431	Seychelles	UNDP	A ridge to Reef Approach for the Integrated Management of Marine, Coastal and Terrestrial Ecosystems	4.31	2.18	28.25	LD-2	BD-1, BD-3,

²⁸ This column includes GEF Financing plus Agency Fees. It does not include PPG and PPG Fees.

²⁹ This column includes GEF financing for Land Degradation only.

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	LDFA Amount ²⁹	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9554	Philippines	FAO	Enhancing Biodiversity, Maintaining Ecosystem Flow, Enhancing Carbon Stocks through Sustainable Land Management	2.90	0.35	49.40	LD-2	BD-4, SFM-3
9558	Thailand	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grant Programme	2.62	0.61	8.66	LD-3	BD-4, CCM-2,
9573	Liberia	CI	Conservation and Sustainable Use of Liberia's Coastal Natural Capital	4.32	0.89	10.00	LD-1	BD-4,
9575	Sudan	World Bank	Sustainable Natural Resources Management Project – Additional Financing	6.02	3.66	18.80	LD-3	CCM-2
9584	Philippines	UNDP	Integrated Approach in the Management of Major BD Corridors (IA-Biological Corridors)	13.37	0.85	67.50	LD-3	BD-1, BD-4, SFM-1, SFM-2
9589	Panama	CAF	Ecosystem-based Biodiversity Friendly Cattle Production Framework for the Darien Region of Panama	3.91	1.75	14.34	LD-1	BD-4,
9599	Djibouti	UNDP	Sustainable Management of Water Resources, Rangelands and Agro-pastoral Perimeters in the Cheikhetti Wadi Watershed	3.62	3.21	13.52	LD-1, LD-1	
9600	Indonesia	World Bank	Strengthening of Social Forestry	15.62	0.83	95.11	LD-2,	BD-4, SFM-1, SFM-2
9601	Regional	UNEP IADB	An Integrated Approach to Water and Wastewater Management Using Innovative Solutions and Promoting Financing Mechanisms in the Wider Caribbean Region	16.28	0.35	148.11	LD-1, LD-1	IW-2, IW-2, IW-3, IW-3

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	LDFA Amount ²⁹	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9604	Cameroon	UNEP	Removing Barriers to Biodiversity Conservation, Land Restoration and Sustainable Forest Management through Community-based Landscape Management	3.43	1.17	19.00	LD-2, LD-3	BD-4
9759	Macedonia	UNEP	Promoting Sustainable Land Management (SLM) through Strengthening Legal and Institutional Framework, Capacity Building, and Restoration of Most Vulnerable Mountain Landscapes	4.11	3.66	24.30	LD-2, LD-3	
9764	Burkina Faso	UNDP	Integrated and Sustainable Management of PONASI (Protected Area Landscape)	5.83	1.04	19.20	LD-1, LD-3	BD-1, CCM-2
9766	Chile	UNEP	Mainstreaming Conservation of Coastal Wetlands of Chile's South Center Biodiversity Hotspot through Adaptive Management	5.68	1.64	16.87	BD-4, LD-3	
9770	Regional	UNEP	Implementation of the Strategic Action Programme to Ensure Integrated and Sustainable Management of the Transboundary Water Resources of the Amazon River Basin Considering Climate Variability and Change	12.79	0.55	108.50	BD-4, CCM-2, IW-1, IW-2, LD-1	
9772	Gambia	UNEP	Landscape Planning and Restoration to Improve Ecosystem Services and Livelihoods, Expand and Effectively Manage Protected Areas	6.23	2.94	19.79	BD-1, LD-2, LD-3	

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	LDFA Amount ²⁹	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9777	Haiti	UNDP/FAO	Sustainable Management of Wooded Production Landscapes for Biodiversity Conservation	6.80	0.88	36.00	BD-4, LD-1, LD-3	
9781	Cambodia	UNDP	Integrated Natural Resource Management (INRM) in the Productive, Natural and Forested Landscape of Northern Region	3.69	0.88	10.00	BD-1, LD-1, LD-3	
9783	Guinea	UNDP	Integrated Management of Natural Resources in Middle and Upper Guinea	7.78	1.63	25.00	BD-1, CCM-2, LD-1	
9785	St. Kitts and Nevis	UNEP	Improving Environmental Management through Sustainable Land Management	3.38	2.15	14.50	LD-1, LD-2	BD-1, CCM-2
9793	Madagascar	UNEP	Conservation and Improvement of Ecosystem Services for the Atsinanana Region through Agroecology and the Promotion of Sustainable Energy Production	4.20	1.14	20.08	LD-1, LD-2	BD-4, CCM-1
9795	Azerbaijan	FAO	Forest Resources Assessment and Monitoring to Strengthen Forest Knowledge Framework	1.65	0.74	7.00	LD-2	CCM-2
9796	Belize	UNDP	Integrated Management of Production Landscapes to Deliver Multiple Global Environmental Benefits	5.64	1.67	15.08	LD-1, LD-3	BD-4
9798	Angola	FAO	Sustainable Land Management in Target Landscapes in Angola's Southwestern Region	3.00	2.64	12.00	LD-1, LD-3	
9806	Algeria	FAO	Rehabilitation and Integrated Sustainable Development of Algerian	3.79	0.86	23.74	LD-2	BD-4

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	LDFA Amount ²⁹	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
			Cork Oak Forest Production Landscapes					
9813	Ukraine	FAO	Integrated Natural Resources Management in Degraded Landscapes in the Forest Steppe and Steppe Zones	1.99	1.33	10.32	LD-3	CCM-2
9825	Regional	UNEP	Large-scale Assessment of Land Degradation to Guide Future Investment in SLM in the Great Green Wall Countries	1.20	1.05	6.00	LD-4	
9836	Mauritius	UNDP	Mainstreaming Sustainable Land Management and Biodiversity Conservation	1.92	1.70	6.60	LD-3	
9846	Solomon Island	IUCN	EREPA – Ensuring Resilient Ecosystems and Representative Protected Areas	5.39	0.89	8.51	LD-3	BD-1, BD 1 BD-4
9857	Global	UNDP	GEF SGP Sixth Operational Phase – Strategic Implementation using STAR Resources – Tranche 2 (Part IV)	19.93	3.11	19.93	LD-1, LD-2	BD-1, BD-4, CCM-1, CCM-2, CCM-3
9861	Global	IUCN	Fostering Partnerships to Build Coherence and Support for Forest Landscape Restoration	0.71	0.63	0.72	LD-2	
9862	Jamaica	UNDP	Conserving Biodiversity and Reducing Land Degradation Using and Integrated Landscape Approach	6.87	2.14	43.92	LD-3	BD-4
9880	Fiji	FAO	Community-based Integrated Natural Resource Management Project	2.35	0.57	13.40	LD-3	CCM-2
9900	Global	WWF-US	Land Degradation Neutrality Fund Technical Assistance Facility	2.23	2.00	4.90	LD-4	

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	LDFA Amount ²⁹	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9903	Sierra Leone	UNDP	Sustainable and Integrated Landscape Management of the Western Area Peninsula	5.79	2.64	18.00	LD-2, LD-3	BD-1
9906	Regional	World Bank	West Africa Coastal Areas Resilience Investment Project	22.07	6.20	106.70	LD-2, LD-3	BD-4, IW-1, IW-3,
9915	Cambodia	UNEP	Global Support Programme II: Strengthening UNCCD Reporting – Enhancing Implementation of the UNCCD	2.00	1.83	1.95	LD-1	
9927	Cambodia	UNEP	Building Resilience of Cambodian Communities Using Natural Infrastructure and Promoting Diversified Livelihood	0.59	0.26	1.96	LD-1	IW-2, IW-3,
9928	Egypt	FAO	Sustainable Management of Kharga Oasis Agro-Ecosystems in the Egyptian Western Desert	1.15	0.59	9.00	LD-1	BD-3
9978	Dominica	UNEP	Strengthening Resilience of Agricultural Lands and Forests in Dominica in the Aftermath of Hurricane Maria	1.78	1.58	1.93	LD-1, LD-2, LD-3	
9980	Global	UNEP	GEF Support to UNCCDE 2018 National Reporting Process – Umbrella II	2.12	1.94	0.36	LD-EA	
9981	Global	UNEP	GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process – Umbrella I	2.17	1.98	0.34	LD-1	
9984	Turkey	World Bank	Turkey Irrigation Modernization Project	2.19	2.00	398.00	LD-1, LD-4	
9993	Global	FAO	AVACLIM: Agro-ecology, Ensuring Food Security and Sustainable Livelihoods while Mitigating Climate	1.25	0.44	6.11	LD-4	CCM-2

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ²⁸	L DFA Amount ²⁹	Co-finance	L DFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
			Change and Restoring Land in Dryland Regions					
10003	Global	UNEP	GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process – Umbrella III	2.17	1.98	0.37	LD-EA	
10007	São Tomé and Príncipe	UNDP	Enhancing Capacity for Biodiversity Conservation and Protected Area Management	4.72	0.91	11.76	LD-2	BD-1
10020	Lesotho	UNDP	Integrated Watershed Management for Improved Agro-pastoral Livelihoods in the Sepabala Sub-catchment	2.41	2.10	4.65	LD-1	
10030	Global	UNEP	GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process – Umbrella IV	1.75	1.60	0.30	LD-EA	
10041	Regional	UNDP	Managing Coastal Aquifers in Selected Pacific SIDS	5.86	2.02	14.44	LD-3	IW-2,
10046	Vanuatu	FAO	Ecosystem Restoration and Sustainable Land Management in Tongoa Island	1.00	0.87	1.34	LD-1, LD-2	

FY19 (First Year of GEF-7)

All amounts in \$ million (rounded)

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	L DFA Amount	Co-finance	L DFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
10081	Uruguay	UNDP	Consolidating biodiversity and land conservation policies and actions as pillars of sustainable development	2.89	0.43	15.00	LD-1-1	BD-1-1, BD-2-7
10083 ³⁰	Sudan	World Bank	Sustainable Natural Resources Management Project -AF	1.50	1.37	20.70	LD-1-1, LD-1-4	CCA-1, CCA-2
10124	Costa Rica	UNDP	Seventh Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Costa Rica	2.27	0.89	5.48	LD-1-1	CCM-1-1, BD-1-1
10125	India	UNDP	Seventh Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in India	4.90	0.85	11.00	LD-1-1	BD-1-1; CCM-1-1,
10151	Georgia	FAO	Achieving Land Degradation Neutrality Targets of Georgia through Restoration and Sustainable Management of Degraded Pasturelands	1.94	1.78	12.19	LD-1-1, LD-2-5	
10169	Afghanistan	FAO	Combating land degradation and biodiversity loss by promoting sustainable rangeland management and biodiversity conservation in Afghanistan	6.46	4.07	36.08	LD-1-1, LD-1-4	BD-1-1,
10179	South Africa	IUCN	Mainstreaming Sustainable Land Management (SLM) for Large-Scale Impact in the Grazing Lands of Limpopo and Northern Cape provinces in South Africa	3.95	3.63	145.11	LD-1-1	
10184	Ecuador	FAO	LDN Target-Setting and Restoration of Degraded Landscapes in Western Andes and Coastal areas	4.83	3.21	26.46	LD-1-1, LD-1-2	

³⁰ This project is a multi-trust fund project with LDCF. The LDCF financing for this project amounts to \$5 million.

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
10188	Trinidad and Tobago	FAO	BIOREACH: Biodiversity Conservation and Agroecological Land Restoration in Productive Landscapes of Trinidad and Tobago	4.10	2.00	28.88	LD-1-1, LD-1-3, LD-1-4,	BD-1-1
10191	Moldova	World Bank	Moldova Agriculture Competitiveness Project GEF Additional Financing	3.40	3.11	20.00	LD-1-1	
10192	Zambia	UNEP	Ecosystem conservation and community livelihood enhancement in North Western Zambia	5.84	3.56	37.00	LD-1-1, LD-1-2	BD-1-1
10195 ³¹	Regional (Antigua and Barbuda, Belize, Grenada, Guyana, Haiti, Jamaica, St. Lucia)	FAO	CSIDS-SOILCARE Phase 1: Caribbean Small Island Developing States (SIDS) multicountry soil management initiative for Integrated Landscape Restoration and climate-resilient food systems	7.07	6.63	16.00	LD-1-4, LD-2-5, LD-1-1	CCA-2
10198	Regional (Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Peru, Suriname)	World Bank, CI, CAF, WWF-US, FAO, IFAD, UNIDO, UNDP	Amazon Sustainable Landscapes Program - Phase II	96.25	3.60	509.51	IP SFM Amazon	
10201	Global (Burundi, China, Colombia, Cote d'Ivoire, Ethiopia, Ghana, Guatemala, Indonesia,	World Bank, UNDP, FAO, CI, UNIDO, IFAD,	Food Systems, Land Use and Restoration (FOLUR) Impact Program	232.46	35.85	1,746.45	IP FOLUR	

³¹ This project is a multi-trust fund project with SCCF. The SCCF financing for this project amounts to US\$1 million.

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
	Kazakhstan, Liberia, Malaysia, Mexico, Papua New Guinea, Peru, Tanzania, Thailand, Ukraine, Vietnam)	WWF-US, UNEP, IUCN						
10204	India	UNEP, IUCN	Transforming agricultural systems and strengthening local economies in high biodiversity areas of India through sustainable landscape management and public-private finance	6.85	4.47	70.00	LD-1-1, LD-1-4,	BD-1-1
10206	Global (Angola, Botswana, Burkina Faso, Kazakhstan, Kenya, Malawi, Mongolia, Mozambique Namibia, Tanzania, Zimbabwe)	FAO, World Bank, IUCN, WWF-US	Sustainable Forest Management Impact Program on Dryland Sustainable Landscapes	104.47	29.91	809.14	IP SFM Drylands	
10208	Regional (Cameroon, Central African Republic, Congo, Congo DR, Equatorial Guinea, Gabon)	UNEP, IUCN, WWF-US, World Bank, UNDP	The Congo Basin Sustainable Landscapes Impact Program (CBSL IP)	62.34	3.92	387.38	IP SFM Congo	
10216	Dominican Republic	World Bank	Dominican Republic: Integrated productive landscapes through land use planning; restoration; and sustainable intensification of rice crops in the Yaque Norte and Yuna Watersheds	4.45	2.44	16.17	LD-1-1, LD-1-3, LD-2-5	BD-1-1

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
10220	Honduras	UNDP, FAO	Protecting biodiversity and recovering degraded ecosystems - RECOVER Honduras	10.80	1.73	56.20	LD-1-1, LD-1-4	BD-1-1, BD-2-7

ANNEX 2: LAND DEGRADATION-RELEVANT PROJECTS APPROVED UNDER OTHER FUNDING WINDOWS IN THE REPORTING PERIOD (ENGLISH ONLY)

All amounts in \$ million (rounded)

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant ³²	Co-finance	LD Focal Area Objectives ³³	Other Focal Area Objectives
9815	South Sudan	UNEP	Systemic, Institutional and Individual Capacity for the Implementation of the Rio Conventions in the Republic of South Sudan	1.09	2.25	n/a	CCCD 1, CCCD-2, CCCD-3
9914	Global	IUCN	CPIC Conservation Finance Initiative - Scaling up and Demonstrating the Value of Blended Finance in Conservation	8.99 (non-grant)	102.81	n/a	BD-4

³² This column includes GEF Financing plus Agency Fees. It does not include PPG and PPG Fees.

³³ While not receiving any specific Land Degradation Focal Area funding, these projects will contribute to LD related targets.

ANNEX 3: SUMMARY OF APPROVED PROJECTS AND PROGRAMS (ENGLISH ONLY)

LDA Approved Projects and Programs, FY18 (Fourth Year of GEF-6)

9239 Indonesia: Integrated Management of Peatland Landscapes in Indonesia (IMPLI) (IFAD)

The project supports an integrated approach for intersectoral coordination and engagement to address major threats to Indonesia's peatland ecosystems. GEF financing is aimed at scaling up the implementation of the Indonesian National Peatland Regulations through the establishment of an innovative multi-stakeholder institutional framework for sustainable peatland management. The project will also enhance integrated management and biodiversity conservation and community livelihood in one of the key peatlands in the Giam Siak Kecil Peatland Landscape in Riau Province, a key biodiversity area, and contribute to local, national, and regional knowledge exchange on sustainable peatland management. Building on earlier GEF investment on peatland management in Indonesia under GEF-4 (regional project) and GEF-5 (national policy level project), this GEF-6 project is expected to ensure sustainability of peatland management through implementation of national- and regional-level institutional and financial frameworks. Expected global environmental benefits of the project include the improved management of over 1.2 million hectares of peatland landscape, and over 3.8 million tCO₂e in GHG emissions reductions from improved peatland management.

9372 Sri Lanka: Managing Together: Integrating Community-centered, Ecosystem-based Approaches into Forestry, Agriculture and Tourism Sectors (UNDP)

The project will strengthen protection of globally significant biodiversity in Sri Lanka through mainstreaming of conservation and sustainable practices into land use planning and sectoral decision-making in the forestry, agriculture, and tourism sectors. The project will focus on measures that ensure future land use and production sector practices and decision-making do not compromise biodiversity and ecosystem functions. Measures will include strengthened capacity for avoiding, mitigating, and offsetting biodiversity loss, compliance monitoring and enforcement, and an improved coordination and governance framework for better management of biodiversity. Further, the project will also promote the implementation of sustainable forest and land management, and the improvement of tourism sector practices in the north and north-central region and developing incentives for communities and private sector to engage in production practices that are in line with best practices to manage and conserve biodiversity. The project targets a forest landscape of 457,000 hectares with potential carbon benefits of 4.5 million tCO₂e avoided emissions.

9400 Tanzania: Safeguarding Zanzibar's Forest and Coastal Habitats for Multiple Benefits (UNDP)

The project aims to implement a landscape approach to safeguard Zanzibar's terrestrial and coastal forest habitats for multiple benefits. The project will strengthen Zanzibar's policy and

institutional framework for effective biodiversity and ecosystem management, expand the network of Community-Managed Forest Areas (COFMAs) to cover an additional 15,000 hectares, improve effectiveness of the network of protected areas and COFMAs covering a total of 80,000 hectares, and restore and rehabilitate 60,000 hectares of degraded forest and mangroves. Zanzibar is a semi-autonomous part of Tanzania, composed of the Zanzibar Archipelago in the Indian Ocean, 25-50 km off the coast of the mainland. The project will contribute 3.3 million tCO₂e of GHG emissions mitigation. Zanzibar shares many of the sustainable development challenges facing most Small Island Developing States, because of its small size, remoteness, narrow resource and export base, and high dependency on imported fossil fuels. Nature-based activities account for a large share of economic activity and job opportunities, and negative impacts from unsustainable use of natural resources significantly exacerbate the sustainable development challenges. By expanding and strengthening the operations of community-managed conservation areas and enabling rural communities to gain income from conservation, this innovative project will support Zanzibar in achieving its development goals and other global initiatives aiming to reduce poverty and support sustainable, resilient, and low-carbon development.

9405 Niger, Integrated Management of Oasis Ecosystems of Northern Niger (IMOEN-NN) (UNEP)

The project aims to sustainably manage a unique ecological and socioeconomic complex to find a balance between ecosystem conservation and land productivity for agriculture and livestock. The project will focus on the development of an enhanced enabling environment for oasis and arid valley forests ecosystem conservation in Niger, and the design of an Integrated Landscape Planning for Oasis and Arid Valley Forests in Air Massif supporting the communes. Activities will include Oasis and Arid Valley Forests Ecosystem Conservation Measures, inspired by the Bonn Challenge and the Forest Landscape Restoration principles to restore ecological connectivity between forest complexes, and improve SLM in agricultural lands. The project will produce global environmental benefits including the restoration and conservation of 40,000 hectares of oasis and arid valley forest ecosystems (20,000 hectares of degraded classified forests under active management, 19,000 hectares of degraded annual crop area under SLM, and 1,000 hectares of degraded land reforested), and carbon benefits of 3.2 million tCO₂e.

9425 Sudan: Strengthened Protected Areas System and Integrated Ecosystem Management in Sudan (UNDP)

The project aims to strengthen the national Protected Area (PA) system and promote integrated ecosystem management in adjacent areas to reduce threats to biodiversity, mitigate land degradation, sustain ecosystem services, and improve people's livelihoods. The project will assist in the improvement of the institutional capacity for the expansion of the protected areas system, designate at least two new PAs, and upgrade one sanctuary to a national park or biosphere reserve, improve management effectiveness in three existing terrestrial PAs and two existing marine PAs, and invest in Integrated Natural Resource Management in the periphery of Sudan's PAs. The target PAs will allow the conservation of several species, ranging from

Vulnerable to Critically Endangered like the Nubian ibex, Dorcas gazelle, and marine turtles (green, hawksbill, leatherback, and olive-ridley). When South Sudan gained sovereignty in 2012, Sudan was left with four national parks, two game reserves, and three game sanctuaries. PAs are affected by increasing trespassing by nomads and their livestock, poaching, and illegal extractive activities. Trespassing by livestock is not only competing with wildlife for resources but could also introduce epidemics and invasive alien plants and cause wildfires. Changes in land use patterns in areas surrounding PAs has resulted in fragmentation of wildlife habitats reducing chances of wildlife survival. The project will maintain globally significant biodiversity on 2.5 million hectares of landscapes and bring 667,000 hectares under SLM.

9426 Namibia: Namibia Integrated Landscape Approach for Enhancing Livelihoods and Environmental Governance to Eradicate Poverty (NILALEG) (UNDP)

This project will promote an integrated landscape management approach in key agricultural and forest landscapes, reducing poverty through sustainable nature-based livelihoods, protecting and restoring forests as carbon sinks, and promoting Land Degradation Neutrality. Namibia has developed an interesting network of conservancies and community forests to complement its network of national parks, but the system is deficient on forest areas, which provide a range of important ecosystem services and functions which are pivotal for sustaining rural livelihoods and sequestering carbon. The project will focus on strengthening institutional coordination and governance mechanisms for an integrated landscape management approach (ILMA), implementing ILMA in target landscapes, and implementing sustainable financing mechanisms in view of upscaling ILMA. The project will deliver Global Environment Benefits including the improved management of 10,000 hectares of protected landscapes, improved management of 148,000 hectares under SLM, and 0.6 million tCO₂e in GHG emissions avoided.

9431 Seychelles: A Ridge-to-Reef Approach for the Integrated Management of Marine, Coastal and Terrestrial Ecosystems in the Seychelles (UNDP)

The project aims to preserve the healthy functioning of terrestrial and marine ecosystems for economic development and social well-being in the Seychelles. The Seychelles economy is primarily dependent on tourism and fishing, including a large tuna export industry and significant numbers of local inhabitants active in local small-scale commercial and artisanal fishing. Deforestation, fire, drainage, development activities, including agriculture on hillsides without the use of appropriate soil conservation measures, and land reclamation are the major causes of land cover changes contributing to land degradation and erosion. The project will expand and strengthen the system of terrestrial and marine protected areas along the West Coast of Mahe, Parslin, and Curieuse, and strengthen management of upland Key Biodiversity Areas to enhance the flow of ecosystem services through the Ridge-to-Reef (R2R) approach (policies, legal and regulatory frameworks, SLM, SFM, capacity building of farmers, monitoring). Results from the R2R approach will be disseminated through knowledge management and inter-sectoral coordination. The project will deliver Global Environment Benefits including the reduction of land degradation in a significant landscape, the improvement of forest ecosystem services, and the management of marine and terrestrial Key Biodiversity Areas and their

surroundings. The project will maintain globally significant biodiversity on 15,800 hectares of land and seascapes, bring 11,800 hectares of production land under SLM, and mitigate 473,000 t of CO₂e in carbon emissions.

9554 Philippines: Enhancing biodiversity, maintaining ecosystem flows, enhancing carbon stocks through sustainable land management and the restoration of degraded forestlands (FAO)

The project aims to deliver multiple and integrated environmental, livelihood, and development benefits through the promotion of the cost-effective and sustainable restoration of the biological and productive capacities of two degraded forest land ecosystems in the Philippines: the Cordillera Administrative Region and Carballo area in the north of Luzon island, and Eastern Mindanao respectively. The project will generate multiple and integrated environmental and social benefits through ecosystem restoration, including carbon sequestration of 3.6 million tCO₂e, and will ensure that approaches are scaled at the national level. The Cordillera and Carballo areas in the Luzon mountains are an Endemic Bird Areas and overlap with priority areas for biological connectivity. The Eastern Mindanao region contains one of the largest remaining blocks of tropical lowland rainforest in the Philippines, with at least 370 species of forest vertebrates, birds, mammals, amphibians, and reptiles, of which almost half are endemic. Plant diversity is also high, with more than 2,300 species, which represents 31 percent of the total species known for the Philippines.

9558 Thailand: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Program in Thailand, (UNDP)

The project proposes to carry out participatory, multi-stakeholder, landscape management in rural and peri-urban or suburban areas aimed at enhancing social and ecological resilience through community-based, community-driven projects to conserve biodiversity, optimize ecosystem services, manage land—particularly agro-ecosystems—and water sustainably, and mitigate climate change. Using the knowledge and experience gained from global and national landscape level initiatives delivered by SGP, this project will pilot landscape planning and management processes in four regions of Thailand. The project will also build on experience and lessons learned from previous SGP operational phases in Thailand, assist community organizations to carry out and coordinate projects in pursuit of outcomes they have identified in landscape plans and strategies. Coordinated community projects in the landscape will generate ecological, economic and social benefits that will produce greater and more sustainable global environmental benefits.

9573 Liberia: Conservation and Sustainable Use of Liberia's Coastal Natural Capital (CI)

The project aims to improve the conservation and sustainable use of Liberia's coastal natural capital by mainstreaming the value of these natural assets into Liberia's development plans. The project will carry out Natural Capital Accounting (NCA) in coastal ecosystems by means of the UN System of Environmental Economic Accounting (UN-SEEA), the World Bank Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services (WAVES), or the GIZ methods for programs

in Africa. In addition, the project will assist in innovative financing schemes for conserving coastal natural assets and develop and implement community incentives to conserve and sustainably manage coastal ecosystems. The Liberian coast is critical habitat for biodiversity including four endangered species of marine turtle that feed in the waters and breed on beaches and in estuaries. Despite this richness, national planning and development agencies are unlikely to be persuaded by intrinsic value arguments for conservation on their own. One way of altering the current development trajectory in Liberia is to take stock of coastal natural resources, as well as the ecosystem services that are valuable for people (i.e. timber, fuelwood, and medicines, and they protect shorelines from storms and tidal surges). Doing so will uncover ways to restore and protect nature more effectively and at a larger scale than ever before. The project will maintain globally significant biodiversity on 10,000 hectares of land and seascapes, bring 5,000 hectares of production land under SLM.

9575 Sudan: Sudan Sustainable Natural Resources Management Project (SSNRM) - Additional Financing (World Bank)

The project aims to expand the coverage of the current soil, land, and water management interventions under the GEF-5 Sahel and West Africa Program in support of the Great Green Wall Initiative) to three new states; the Northern State, the River Nile State, and in North Kordofan State. These new target areas have climatic conditions similar to the three states where the project is currently being implemented. The additional finance will: bring approximately 15,000 hectares of land under forest and range management; promote community rehabilitation of degraded lands and forest (including establishment of wind shelterbelts); provide improved seeds that are drought tolerant as a coping mechanism against variations in seasonal rainfall; support the rehabilitation of Gum Arabic belt; establish a Wildlife Management and Conservation Plan for a biosphere reserve in Al Baja area; and lead to mitigation of 2 million tCO₂e of GHG emissions. Enriching planting, natural regeneration, and sand dune stabilization in the new project areas will be instrumental to increasing the resilience of the rural communities. The additional finance will also support climate risk mitigation interventions such as the use of early warning and seasonal weather forecasts as developed by the National Meteorology Agency.

9584 Philippines: Integrated Approach in the Management of Major Biodiversity Corridors (UNDP)

The project seeks to operationalize integrated management of two biological corridors in the Philippines (one on Central Mindoro island and the other in Eastern Mindanao province) to generate multiple benefits, including effective conservation of globally significant biodiversity, reduced deforestation and degradation, and enhanced livelihoods. The two target corridors represent distinct biodiversity and forest formations and are located in different biogeographic zones. Both lack a landscape-level approach that provides for effective conservation of globally significant biodiversity and ecosystems, resulting in fragmentation, soil erosion, increasing threats, and degradation of land, forest, and other natural resources on which communities rely. The two Corridors contain a total of 16 key biodiversity areas, for a total of 185,046

hectares of old growth forests, or about 10 percent of all that remains in terrestrial corridors in the Philippines. The project will lead to carbon benefits of 11.2 million tCO₂e through avoided deforestation and carbon sequestration.

9589 Panama: Ecosystem-based, Biodiversity-friendly Cattle Production Framework for the Darien Region of Panama (CAF)

The project will establish an ecosystem-based, biodiversity-friendly cattle production framework for the Darien Region of Panamá. To change agricultural practices, the project will support the adoption of conservation-oriented silvopastoral systems in cattle farms (carefully managed systems that combine agriculture, cattle, and timber) through training for extension workers, support to farmers, and exchanges among farmers. They will also develop an eco-labeling system to create demand and shorten supply chains for beef from these farms. At the same time, CAF will work with the Agricultural Development Bank of Panama to provide the needed loans for farmers to make these changes and help the bank and its staff learn about sustainable production systems and how their loan operations can support them. The project will also support the inter-ministerial development of a biodiversity-friendly land use plan and information system for the region.

9599 Djibouti: Sustainable Management of Water Resources, Rangelands, and Agro-Pastoral Perimeters in the Cheikhetti Wadi Watershed of Djibouti (UNDP)

The project aims to develop an integrated model for the restoration of agropastoral ecosystem services in the Cheikhetti Wadi watershed to reduce land and water degradation, improving self-sufficiency in basic living needs of vulnerable rural communities and creating conditions to enable its replication. The rangelands in Djibouti are especially susceptible to degradation due to inappropriate land-use practices exploiting an already highly vulnerable resource as well as climate related difficulties such as extended droughts. The main activities will lead to land rehabilitation and aquifer replenishment in the Cheikhetti Wadi watershed. A comprehensive and inter-sectoral approach is needed to prevent severer damage to ecosystems and to optimize economic output across borders. The project will bring 50,000 hectares of production landscapes under SLM.

9600 Indonesia: Strengthening of Social Forestry in Indonesia (World Bank)

This project will improve community management of forests and conserve globally important biodiversity. Working with the Indonesian government, the project targets the transfer and improved management of 300,000 hectares of degraded lands and to protect forests in social and environmental priority areas by providing technical assistance to communities, formalizing land use access, and supporting livelihood activities. These activities would also lead to carbon benefits of approximately 10 million tCO₂e. The Government of Indonesia's National Social Forestry program targets the identification of eligible communities and forest lands in order to adjudicate, demarcate, and transfer 12.7 million hectares of these areas to community ownership for forest management purposes by 2019. To date, only a small portion of these

forests has been demarcated and even less have been transferred to communities. GEF-financed activities will be leveraged by a \$22.40 million Forest Investment Program project being implemented by the World Bank.

9601 Regional (Barbados, Belize, Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Grenada, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaica, St. Kitts And Nevis, St. Lucia, Mexico, Panama, Suriname, Trinidad and Tobago, St. Vincent and Grenadines): CReW+: An Integrated Approach to Water and Wastewater Management Using Innovative Solutions and Promoting Financing Mechanisms in the Wider Caribbean Region (IADB/UNEP)

The project aims to address the degradation of the Caribbean marine environment, primarily through the management of untreated wastewater. Such discharge of untreated wastewater has become a serious concern for maintaining natural marine ecosystems. Throughout the Region, industries and municipalities discharge liquid wastes through the same sewers as domestic and commercial nonindustrial waste, resulting in high levels of industrial chemicals and heavy metals in sewage. This proposed regional project that brings together 18 countries will focus on decentralized-rural wastewater treatment technologies, strengthened governance mechanisms, and improved knowledge management and advocacy, as well as on adequate responses to unattended impacts of industrial pollution in the wastewater streams and treated effluents and by-products. The Caribbean Sea generates more than \$3 billion annually from tourism and fisheries, and hence is highly dependent on healthy marine ecosystems to sustain both these sectors. The proposed investment is, therefore, highly relevant and carries great political importance to the individual countries as well as the region as a whole.

9604 Cameroon: Removing Barriers to Biodiversity Conservation, Land Restoration and Sustainable Forest Management Through Community-Based Landscape Management – COBALAM (UNEP)

Cameroon's biodiversity endowment is outstanding. This microcosm of the African biodiversity is threatened by unsustainable agricultural practices, increased competition for land between agriculture and pastoralism, and forest degradation and deforestation. Although considerable progress has been made in the protection of these assets, burdensome bureaucratic processes, a lack of social and enterprise capacity, insufficient financial resources, and weak markets have limited the development of Community Based Natural Resource Management. The project aims to improve biodiversity conservation and sustainable forest management in the Western Highlands of Cameroon. This area is characterized by high endemism, and unique montane ecosystems that are also home of local communities that depend on traditional agriculture. The project will improve the protection status of 4,000 hectares in the Western Highlands through the codification and formal recognition of "Sacred Forests" located in Key Biodiversity Areas as High Conservation Value Forests, as well as develop the land-use and management plans in three priority landscapes covering 46,000 hectares. Activities will also include the implementation of Sustainable-Land and Forest Management practices with local CSOs.

9759 Macedonia: Promoting Sustainable Land Management (SLM) Through Strengthening Legal and Institutional Framework, Capacity Building and Restoration of Most Vulnerable Mountain Landscapes (UNEP)

The project will strengthen Macedonian national policy and institutional capacity for SLM and contribute to achieving the national land degradation neutrality target with integrated landscape management in the northwestern montane ecosystems. The project will develop a coherent and coordinated approach to reduce pressures on land from competing land uses in forestry and pasture through reversal of land degradation and development of instruments and mechanisms for integrated land use management. The project will contribute to achieving the voluntary UNCCD LDN target in through developing the LDN baseline and revising the institutional framework to include LDN considerations. Specifically, the GEF investment will facilitate strengthened policy, legal, and regulatory frameworks that will harmonize state legislation, develop guidelines for best land use practices, and develop a National Integrated Soil Management Strategy. Adoption of SLM and SFM practices will reduce land degradation and secure ecosystem services over an area covering directly 15,000 hectares in three targeted municipalities and benefit 120,000 people.

9764 Burkina Faso: Integrated and Sustainable Management of PONASI Protected Area Landscape (UNDP)

The project aims to safeguard critical wildlife habitat, biodiversity, and ecosystem services in the PONASI Complex of Burkina Faso through integrated landscape management. The project introduces for the first time in Burkina Faso a landscape approach to biodiversity conservation and productive land management that includes bio-carbon conservation. This project will move from a site-focused conservation model towards an effective and integrated land and resource-use governance model at the landscape level. Furthermore, with the generation of revenue for local communities through eco-tourism, better soil productivity and viable diversification of income sources, the project should result in the reduction of poaching. Global environmental benefits will include the improved management of 952,000 hectares of land, including 436,057 hectares of protected areas, corridors, and community-managed hunting zones, 6,000 hectares under sustainable land management, and 4 million tCO_{2e} emissions avoided.

9766 Chile: Mainstreaming Conservation of Coastal Wetlands of Chile's South Center Biodiversity Hotspot through Adaptive Management of Coastal Area Ecosystems (UNEP)

This project will conserve and restore coastal landscapes including wetlands and adjacent watershed territories, integrating them into local development through their sustainable management and use. The project will promote cohesive, cross-sectoral management of natural resources, mainstreaming SLM and biodiversity conservation in wetland ecosystems through landscape planning, strengthening stakeholder capacity, and removing barriers that hinder the ecological functioning of coastal wetlands. The project will work in four pilot sites selected for their biodiversity importance and relevance for local development: 1) Coquimbo District: Elqui River; 2) Valparaiso District: Mantagua wetland; 3) O'Higgins District: Cahuil wetland; and 4) Araucania District: Queule wetland. The project will introduce sustainable

financing mechanisms for habitat conservation, such as biodiversity compensation payments, certification, eco-labelling, and Clean Production Agreements. The project will improve the management of 180,000 hectares of habitat for globally important biodiversity and improve sustainable land management on 21,000 hectares.

9770 Regional (Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Peru, Suriname, Venezuela) Implementation of the Strategic Action Program to ensure Integrated and Sustainable Management of the Transboundary Water Resources of the Amazon River Basin Considering Climate Variability and Change (UNEP)

This project will implement the Strategic Action Program to promote Integrated Water Resources Management in the Amazon Basin. The Amazon Basin constitutes the most bio-diverse and complex hydrographic river basin in the world, and accounts for more than half the world's tropical rainforest which, combined with the intense evaporation and absorption of atmospheric carbon, makes the region a defining factor in global climate. The Amazon Basin faces numerous challenges for the integrated management of its transboundary water resources in the context of present trends in socio-economic development and anthropogenic and climate impacts. The basin is a unique water system that crosses national borders of eight countries—Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Peru, Suriname and Venezuela—all of which consider this integrated work vital to the urgent needs of the population and to promote the sustainable development and conservation of the Amazon Region. The project has a small LDFA component, which will bring 100,000 hectares of land under improved management for biodiversity benefits.

9772 The Gambia: Landscape Planning and Restoration to Improve Ecosystem Services and Livelihoods, and Expand and Effectively Manage Protected Areas (UNEP)

This project proposes a mix of integrated land use planning and Indigenous Community Conserved Areas to provide a new and strengthened model for community land and forest management in The Gambia. The Local Government Area (LGA) of Kuantaur will serve as a pilot for potential replication around the country. The project will focus on improved institutional/policy environment, enabling framework for districts within Kuantaur LGA to implement SLM practices across landscapes, implementation of integrated plans and strengthening of protected area management within Kuantaur LGA, and expansion of protected areas in ecologically important areas of The Gambia. The project will produce Global Environment Benefits, including the reduction of land degradation impacts with 1,000 hectares of agricultural lands under SLM and 500 hectares under land rehabilitation/reforestation, and protection of critically important biodiversity in close to 30,000 hectares of terrestrial and marine conserved areas.

9777 Haiti: Sustainable Management of Wooded Production Landscapes for Biodiversity Conservation (UNDP)

This project will support the generation of multiple environmental and social benefits through sustainable wood production in landscapes in the Massif la Selle, Massif du Nord, and Grande Riviere du Nord In Haiti. Due to a lack of incentives and land tenure insecurity, among other issues, shade coffee and cocoa production has diminished recently. This practice has been important for biodiversity and management in Haiti, since the trees that provide the shade represent much of the remaining tree cover in this part of the world. The project aims to support sustainable land management for the production landscapes cited above. It will do so mainly by focusing on developing enabling conditions to support the conservation of compatible tree-based production systems as part of sustainable landscape mosaics. This project will work through building capacities of more than 6,000 farmers, using farm schools to demonstrate best practices.

9781 Cambodia: Integrated Natural Resource Management (INRM) in the Productive, Natural, and Forested Landscape of Northern Region of Cambodia, UNDP

This project will promote integrated landscape management for the conservation and sustainable use of biodiversity, natural resources, and ecosystem services in the northern region of Cambodia. The project will develop systemic and institutional capacity for integrated landscape management and effective management of protected areas and surrounding production landscapes. The project will support the development of a supportive regulatory environment for land-use plans and sustainable land management that incorporates biodiversity considerations and the implementation of land use plans through capacity building and sustainable livelihood activities. The project will also support improved management of protected areas through participatory approaches and increased financial resources for protected area management. The project will maintain globally significant biodiversity on 450,000 hectares of forest landscapes and bring 845 hectares of agricultural land under SLM.

9783 Guinea: Integrated Management of Natural Resources in Middle and Upper Guinea (UNDP)

This project aims to promote a landscape approach to natural resource management in an area threatened by dramatic deforestation mainly because of slash and burn agriculture, with additional long-term risks (hydropower, timber, and mining), in a country that was deeply affected by the Ebola hemorrhagic fever. This project focuses on an area that harbors the largest population of chimpanzees in West Africa with 5,000 chimpanzees. The project will improve the management of 815,300 hectares of terrestrial landscapes, including the Bafing-Faleme protected area (315,200 hectares), surrounded by classified forests and corridors by focusing on integrated landscape management, operationalization of the Bafing-Faleme Protected Area and buffer zone management, and establishing the eco-village model in the protected area buffer zone. The project will produce Global Environment Benefits, with 10,000 hectares under SLM, enhancing vegetation cover, protecting water resources and conserving soils. Decreased deforestation will lead to GHG emissions avoided estimated at 7 million tCO_{2e}, whereas the clean cooking technologies will contribute another 55,000 tCO_{2e} emission avoided.

9785 St. Kitts and Nevis: Improving Environmental Management through Sustainable Land Management in St. Kitts and Nevis (UNEP)

The project will support St. Kitts and Nevis as the country transitions away from monocrop agriculture towards sustainable resource use policies and practices. This will not only provide economic opportunities, but also sustain ecosystem services and globally significant biodiversity. The project will support the rehabilitation and protection of carbon-rich and biodiverse forest and mangrove ecosystems, and the restoration and maintenance of soil ecosystem services, water supply, and carbon stocks through sustainable and climate smart agriculture and agroforestry. The project is targeting degraded lands as well as two key biodiversity areas, and will explore a number of innovative measures for SLM, such as the use of assisted natural regeneration and the promotion of farmer field schools as an approach to transfer knowledge to producers. Technologies and approaches promoted by the project, in particular those targeting the agricultural and forestry sectors, can be immediately adapted and replicated to the entire country, and will be integrated into key policy documents such as the National Physical Development Plan and the Nevis Physical Development Plan, as well as important norms and standards such as the Building Codes. The project will bring 700 hectares under SLM and generate carbon benefits of 88,000 t CO₂e.

9793 Madagascar: Conservation and Improvement of Ecosystem Services for the Atsinanana Region through Agroecology and the Promotion of Sustainable Energy Production (UNEP)

The project will promote a stronger inter-sectoral coordination, planning, and capacity-building on integrated natural resource management in four communes of the Vohibinany and Vatomandry districts in Madagascar. A rural energy assessment will help quantify the energy situation and a wood energy services strategy will be developed, including the use of bamboo. A training plan will target the local communities to disseminate improved cook stove technologies and their use and test a pilot gasification generator. Lessons will ensure upscaling into other municipalities in the Atsinanana region. The project will produce Global Environment Benefits including: the restoration and management of 4,000 hectares of high conservation value forests in a landscape surrounding several protected areas (Zahamena National Park, Mangerivola Special reserve, Marolambo National Park, and the classified forest of Vohibola); the classified forests under active management; 19,000 hectares of degraded annual crop area under SLM; 1,000 hectares of degraded land reforested; and carbon benefits of 3.2 million tCO₂e.

9795 Azerbaijan: Forest Resources Assessment and Monitoring to Strengthen Forest Knowledge Framework in Azerbaijan (FAO)

The project aims to introduce SFM into Azerbaijan in order to increase social and economic benefits from forests, to improve the quality of existing forests, and to increase carbon sequestration. This will be done through a Forest Resource Information Management System to provide country-wide, reliable, up-to-date information on forest resources and multifunctional forest management leading to carbon sequestration, improvement in forest and tree resources,

and their contribution to local livelihoods. The project will also develop guidelines and extension material to raise awareness of environmental concerns and the role of forests in mitigating climate change, and seeking civil and private support that would be effective at the political level. Expected global environmental benefits of the project includes 22,100 hectares under SLM, and 3.1 million tCO₂e in GHG emissions reductions.

9796 Belize: Integrated Management of Production Landscapes to Deliver Multiple Global Environmental Benefits (UNDP)

The objective of the project is to mainstream biodiversity conservation and sustainable land/water management into production landscapes in Belize. Specifically, the project will work to reduce deforestation and increase connectivity and biodiversity-friendly land uses by farmers within the Belize River watershed (central Belize); focus on strengthened governance and financial structures of the conservation biodiversity and ecosystem services; develop financial incentive mechanisms for farmers to implement better practices using resources from exit and cruise ship taxes and; support on-the-ground activities to help farmers implement improved practices such as conservation agreements and native plant nurseries. The project will maintain globally significant biodiversity on 607,000 hectares of mixed landscapes and bring 15,000 hectares of agricultural land under SLM.

9798 Angola: Sustainable Land Management in Target Landscapes in Angola's Southwestern Region (FAO)

The project aims to reverse land degradation trends in selected landscapes in southwestern Angola, including the provinces of Namibe, Cunene, Huila, and Benguela, where a combination of poor soils, rainfall variability, and inappropriate management of natural resources are having a large impact on livelihoods. The project will help manage 80,000 hectares under SLM, including rangelands, miombo forests, and Angolan montane forest-grasslands mosaics. The project will focus on three components; i) agro-ecological zoning integrated planning; ii) sustainable management and rehabilitation of landscapes; and iii) economic and financial leverage approaches to SLM. The third component addresses UNCCD COP decisions on Land Degradation Neutrality and will help to institutionalize quantified national objectives for SLM. The project will facilitate developing capacities and systems for natural resource management and agriculture (GIS, Agro-Ecological Zoning). The Farmer Field Schools and Agro-Pastoral Field Schools will reinforce local ownership and bottom up approaches and will bring 80,000 hectares under SLM.

9806 Algeria: Rehabilitation and Integrated Sustainable Development of Algerian Cork Oak Forest Production Landscapes (FAO)

The project will promote sustainable management and utilization of the cork oak forest ecosystems in Algeria while conserving the globally important biodiversity contained within those forests. This project will demonstrate and replicate forestry best practices that includes the creation of an inclusive stakeholder platform of cooperation between research,

government, and communities to support and maintain the sustainable management of cork oak forest ecosystems. The activities focus on pilot sites in eastern Algeria that will place approximately 20,000 hectares of high biodiversity cork oak forests under sustainable management regimes, thereby securing the conservation of the existing globally important biodiversity as well as the conservation of associated land and water resources. The project will also scale up best practices over the territory to achieve a target of 350,000 hectares under sustainable land management in production systems. The sustainable forest management is also likely to lead to increased sequestration of carbon that will be explored during the project implementation.

9813 Ukraine: Integrated Natural Resources Management in Degraded Landscapes in the Forest-Steppe and Steppe Zones of Ukraine (FAO)

The project aims to promote restoration of degraded landscapes in the forest-steppe and steppe zones of Ukraine through upscaling of integrated natural resources management (INRM) practices. To remove barriers to scaling up, the project has been designed around three components that will: i) create an enabling environment for INRM in Ukraine at national and sub-national level; ii) restore the productivity and resilience of production landscapes through INRM; and iii) ensure learning and sharing of lessons learned through effective project monitoring and evaluation and adaptive management. The expected Global Environment Benefits are improved provision of ecosystem services through SLM measures with scaling up on a total of 230,800 hectares; sequestration of carbon in black soils/chernozem soils and shelterbelts amounting to a total of 365 496 tCO₂e; and improved living conditions of local communities in the targeted areas, including benefitting approximately 75,700 people with upscaling potential to 363,300 people, of which roughly 52 percent are women.

9815 South Sudan: Systemic, Institutional and Individual Capacity for the Implementation of the Rio Conventions in the Republic of South Sudan (UNEP)

The proposed crosscutting capacity development project targets a set of systemic, institutional, and individual capacities to advance South Sudan on a path towards environment friendly and sustainable development. The expected outcome of the project is that South Sudan's institutional capacities for sustaining global environmental outcomes, as defined by the Rio Conventions and related SDGs, are strengthened. The objective is to enhance national capacities to deliver and sustain global environmental outcomes within the framework of sustainable development priorities. This objective will be achieved via three components: i) the development of a coordinated environmental knowledge and information management system, leading to enhanced management of environmental information and knowledge for use in decision-making, planning and reporting; ii) the strengthening of consultative management structures and mechanisms for the Rio Conventions and relevant SDGs, leading to enhanced institutional capacity and stakeholder participation for the sustained implementation of Rio conventions and relevant SDGs; and iii) the integration of key provisions of Rio Conventions in national policies and legislation, leading to national policies that include provisions for

mainstreaming biodiversity conservation, climate change risk and adaptation, and sustainable land and forest management.

9825 Regional (Burkina Faso, Ethiopia, Niger, Senegal): Large-scale Assessment of Land Degradation to Guide Future Investment in SLM in the Great Green Wall Countries (UNEP)

The goal of the Great Green Wall Initiative (GGWI) goal is to reverse land degradation and desertification in the Sahel and Sahara, boost food security, and help local communities adapt to climate change. This project aims to improve scientific measurement of the ecological impacts of land degradation conditions, trends and, SLM practices, considering the future framework of LDN. The project will generate knowledge to support large-scale investment and decision making in the GGWI region. The project is based on two components: i) a comprehensive analysis of LD processes and SLM practices and programs in four countries in the GGWI region and; ii) Monitoring and knowledge management systems for LD and SLM in the selected GGWI countries. The project will produce knowledge, methods, and scientific results that will help in combatting desertification, land degradation and drought, to reduce the vulnerability of dryland communities and increase food, water, and energy security in the participating countries. In addition, the project also has a small on-the ground component that will bring 4,000 hectares under SLM.

9836 Mauritius: Mainstreaming Sustainable Land Management and Biodiversity Conservation in the Republic of Mauritius (UNDP)

The project proposes the adoption of a comprehensive, inter-sectoral approach to scale-up SLM technologies to improve management and conservation of production landscapes, while providing downstream benefits in riverine, coastal, and marine habitats. This will require that SLM considerations are mainstreamed into sectoral priorities and site level actions, which will generate local and global environmental benefits and increase resilience to the deleterious impacts of climate change. Through this action, Mauritius will aim to achieve land degradation neutrality in productive lands within a wider approach to sustainable landscape management and rehabilitation. The project is built on the three following components: i) Strengthening policy and institutional framework for the promotion of SLM; ii) Implementing SLM technologies for improved management and conservation of production landscapes, and; iii) Gender mainstreaming, knowledge management, and M&E. The project is expected to generate more than 2,000 hectares under SLM including 1,400 hectares of agriculture lands, 110 hectares of degraded forests/woodlands, and 500ha of lands around rivers. These hectares under SLM will generate carbon stocks estimated to 870,000 tCO₂e.

9846 Solomon Islands: Ensuring Resilient Ecosystems and Representative Protected Areas in the Solomon Islands (IUCN)

The project seeks to support effective ecosystem management for healthy, complementary networks of protected, productive and restored landscapes in Guadalcanal, Malaita, Rennell-Bellona, and Temotu. The project will support integrated terrestrial ecosystem management and restoration, declaration of terrestrial protected areas and their effective management, and

improved land management in rural production landscapes. Building on the experiences of IUCN, the project involves extensive community consultations and processes needed to successfully develop land use plans including protected areas in highly biodiverse areas of the Solomon Islands. The project will also pilot more sustainable productive activities and restoration practices in areas of importance for biodiversity. The expected global environment benefits are to maintain globally significant biodiversity on 50,000 hectares of landscapes and bring 10,00 hectares of production land under SLM.

9857 GEF SGP Sixth Operational Phase- Strategic Implementation using STAR Resources, Tranche 2 (Part IV) (UNDP)

The project will support community and local solutions that complement national and global level action to safeguard the global environment. This Part IV project includes 24 countries which have endorsed supplementary STAR funding aiming to sustain and increase involvement of communities and civil society in advancing the impact of the SGP and ensuring safeguarding the global environment from the bottom up. Among the 24 countries, there are 16 Small Island Developing States and Least Developing Countries where SGP plays an important role in building necessary capacity for conserving the global environment. This project will focus on the following strategic initiatives: i) Community Landscape and Seascape Conservation; ii) Climate Smart Innovative Agroecology, and; iii) Low Carbon Energy Co-Benefits. The grant-making at the country level will be implemented based on the SGP Country Program Strategies (CPS) for GEF-6 that have been prepared by each country to enable more strategic and integrated investments at the country and landscape/seascape levels. In all countries, the CPS development process has been undertaken in a consultative manner to identify SGP's value added within the priority global environmental issues to guide SGP grant-making and ensure its complementarity with other donor and country-supported initiatives.

9861 Global: Fostering Partnerships to Build Coherence and Support for Forest Landscape Restoration (IUCN)

The proposed project will serve as a Collaborative Partnership on Forests (CPF) Joint Initiative and will initiate CPF activities structured along three objectives—Knowledge, Enabling Policy, and Resource Mobilization—to achieve greater impact on restoration efforts at global, regional, and national levels through strengthened CPF leadership and partnerships. Specific project components include mainstream forest landscape restoration (FLR) into national, regional, and international policy frameworks, and facilitate creation of a coherent in-country enabling environment for FLR; increasing effectiveness and efficiency of resource mobilization for FLR; and identifying and implementing opportunities for generating enhanced synergies among CPF-member FLR programs, including forming partnerships and developing technical capacities on FLR-related science, technology, and innovation. The project will play a key role in supporting effective implementation of the United Nations Strategic Plan for Forests 2017-2030 (UNSPF) and its six Global Forest Goals and associated targets, particularly Global Forest Goal 6: “enhance cooperation, coordination, coherence and synergies on forest-related issues at all levels, including within the UN System and across CPF member organizations.”

9862 Jamaica: Conserving Biodiversity and Reducing Land Degradation Using an Integrated Landscape Approach (UNDP)

The project aims to enhance conservation of biodiversity and ecosystem services through mainstreaming of biodiversity into planning policies and practices into Jamaica's productive landscapes and key sectors. Targeted interventions will include building systemic and institutional capacity for integrated landscape management at the national level, and the application of landscape planning and management in key biodiversity areas and one of three biological corridors. The project will also focus on mainstreaming biodiversity into sustainable livelihoods activities and developing and enhancing knowledge management for SLM and biodiversity conservation. Of particular importance is the integration of conservation and biodiversity mainstreaming with cultural and traditional practices of the Maroon population. The project will also support long-term sustainability of natural resource management through directly impacting the governance and regulatory framework for land-use planning, capacity building, and institutional strengthening. The project will maintain globally significant biodiversity on 55,000 hectares of landscapes and bring 2,500 hectares of production land under SLM.

9880 Fiji: Community-based Integrated Natural Resource Management (FAO)

The project will promote community-based integrated natural resource management at the landscape level to reduce land degradation, enhance carbon stocks, and strengthen local livelihoods. Forest degradation has been quite high in the provinces of Ra and Tailevu due to subsistence agriculture, pastoral practices, and illegal and unregulated logging. This project will set up training programs on climate-smart agriculture as well as agroforestry, forest protection, and improved management measures implemented through development of this sector in a sustainable manner in coordination with other sectors affecting the forest, such as forestry and protected areas. Demonstration projects will be implemented in key mining areas to provide grassroots training opportunities that showcase and test best mining practices. Global environmental benefits delivered by this project will include the improved conservation of 6.5 million hectares of high conservation-value forests, the improved management of 7.6 million hectares of forests via SFM to maintain their carbon storage functions, and the phasing out of 10 metric tons of mercury.

9900 Global: Land Degradation Neutrality Fund Technical Assistance Facility (WWF)

The LDN Fund Technical Assistance Facility (TAF) is being created to support projects seeking investment from the LDN Fund. The TAF will provide grants to support the structuring of SLM projects with a proven business model including environmental and social risk management, social benefits, added value (additional resources to usual channels), and favorable risk-return profile. This GEF project will target GEF-eligible countries and in particular poor countries and countries with low capacity (e.g. LDCs and SIDS) and is built on two main components. First, to improve technical and operational processes of LDN-eligible projects to improve both

productivity and rentability; second, to ensure knowledge management and M&E for adaptive management and long term TAF support. The sub-projects financed by the LDN fund will produce multiple global environment benefits generated by SLM and land restoration techniques. This project also provides upstream support to operationalize the LDN TAF, secure an innovative financing mechanism, and increase investments in SLM.

9903 Sierra Leone: Sustainable and Integrated landscape management of the Western Area Peninsula (UNDP)

The project aims to remove systemic and institutional barriers to sustainable, integrated landscape management in Sierra Leone at the national and local levels. Activities will target the development of incentives for making investments in biodiversity conservation and sustainable land use practices economically attractive. The project will focus on sustainable multi-use landscape management in 66,500 hectares of the Western Area Peninsula Multi-Use Landscape, and on financing frameworks for sustainable management through the development of government revenue streams and operationalization of new financing mechanisms integrating the value of the ecosystem services. The project will introduce a different perspective by emphasizing the value of biodiversity and sustainable management, and by appealing to youth and other groups that can drive innovation. Global Environmental Benefits will include the protection of globally important biodiversity, including critically endangered chimpanzees and other threatened primate species, as well as other vulnerable, endemic and rare species.

9906 Regional (Benin, São Tomé and Príncipe, Togo): Investments Towards Resilient Management of the Guinea Current Large Marine Ecosystem (World Bank)

The project aims to implement regional actions to enhance coastal resilience in a subset of the countries within the Guinea Current Large Marine Ecosystem. The programmatic approach of the overall project (with GEF funds fully blended with IDA funds) aims to help countries integrate infrastructure and natural resources management to enhance their resilience in the face of environmental degradation, including coastal erosion, and climate change. This first project is part of a step-wise World Bank-funded program that provides technical assistance and offers finance for multi-sectoral solutions such as land management and spatial planning, infrastructure, natural habitat management, and pollution management. The approach encourages countries to engage in technical assistance first, in order to unbundle the complex coastal development challenges into actionable priorities. Specifically, the proposed GEF support within the larger project will invest in actions that address the loss of ecosystem integrity through the destruction and alteration of wetland habitats (e.g. mangroves) due to agricultural expansion (in Togo/Benin); and coastal habitat destruction due to floods and coastal erosion (in São Tomé and Príncipe). Interventions aim at diversifying the local economies and restoring ecosystems while providing opportunities for sustainable growth.

9914 Global: CPIC Conservation Finance Initiative - Scaling up and Demonstrating the Value of Blended Finance in Conservation (IUCN)

The Coalition for Private Investment in Conservation (CPIC) was launched at the IUCN World Conservation Congress in September 2016, with the intent of increasing deal flow into global priority conservation projects. The core of the CPIC model is the development of investment blueprints that create models for investable conservation projects in five sectors: i) sustainable agriculture; ii) coastal fisheries; iii) coastal resilience; iv) green infrastructure for water; and (v) forest landscape restoration and conservation. The proposed project will seek to improve the conservation and sustainable use of biodiversity by demonstrating innovative finance-blending models to increase return-seeking private investment in conservation. The project is composed of the following components: execution of proof-of-concept CPIC-generated deals using blended finance; and knowledge generated for use of grant/non-grant instruments to incentivize private investment in conservation. The project seeks to maintain globally significant biodiversity in 10 million hectares of landscapes, bring 400,000 hectares under SLM, and generate carbon benefits of 300,000 tCO₂e.

9915 Global: Global Support Programme II: Strengthening UNCCD Reporting – Enhancing Implementation of the UNCCD (UNEP)

The project aims to enable country Parties to establish sound reporting and monitoring systems to report under the UNCCD Strategy. Specifically, the project will enable country Parties to prepare national reports for the 2017-2018 reporting; build capacity for the countries to manage data related to UNCCD progress indicators, in particular the quantitative and geospatial data related to the three bio-physical indicators; and complement the analysis of the country reporting efforts on SO4 (finance flows) and disseminate results and lessons learned about the assessment of financial flows and opportunities for the implementation of the UNCCD. For this global project, support is provided to countries through regional capacity building workshops and technical backstopping.

9927 Cambodia: Building Resilience of Cambodian Communities Using Natural Infrastructure and Promoting Diversified Livelihood (UNEP)

This project is designed to strengthen threatened coastal ecosystems and communities in one of the most vulnerable regions of the world, Prey Nob in Cambodia. This project will make the case for natural infrastructure, in particular healthy mangroves, as a critical ecosystem for building resilience and improving livelihoods. The project includes identification analysis of hotspot areas, drivers of mangrove destruction, and cost-benefit assessment on investing in coastal infrastructure; pilot efforts to protect and restore mangroves and to create alternative livelihood opportunities to shift stakeholders into more sustainable practices; and will coordinate with relevant national and regional coastal resilience initiatives, such as the South China Sea Large Marine Ecosystem. Through these efforts the project will ensure coastal ecosystem conservation and will build resiliency in Prey Nob. These experiences will be shared with other initiatives for scaling up nationally, regionally and globally. The project will maintain

globally significant biodiversity on 3,650 hectares and bring 2,650 hectares of production land under SLM.

9928 Egypt: Sustainable Management of Kharga Oasis Agro-Ecosystems in the Egyptian Western Desert (FAO)

The project objective is to "ensure sustainable food production systems that help maintain and progressively improve land and soil quality and agro-biodiversity in oasis agro-ecosystems of the Egyptian Western Desert. The project will seek to build an enabling environment for sustainable land, water, and agro-biodiversity management contributing to productive oasis agro-ecosystems; demonstrate effective and efficient SLWM and agro-biodiversity conservation practices to improve oasis agro-ecosystems in two pilot sites to sustain food production and livelihoods; and engage in knowledge management for scaling up and scaling out project results. The project will deliver global environmental benefits by improving the management and sustainable use of oasis ecosystems with 3,000 hectares under SLM and an improved status of three targeted species (Crop Wild Relatives) on 700 hectares.

9978 Dominica: Strengthening Resilience of Agricultural Lands and Forests in Dominica in the Aftermath of Hurricane Maria (UNEP)

The primary objective of the project is to strengthen resilience in the landscape surrounding Morne Trois Pitons National Park through participatory forest rehabilitation/restoration, sustainable agricultural practices, and the development of livelihoods options. The key interventions in support of this project are restoration and rehabilitation of denuded forest areas around Morne Trois Pitons National Park; promotion of sustainable agriculture in areas around Morne Rois Pitons National Park; and institutional strengthening, education, and training to address land degradation. The project will improve sustainable land management of 750 hectares to benefit biodiversity.

9980 Global (Maldives, Philippines, Iraq, Sri Lanka, Uzbekistan, Kyrgyzstan, Kazakhstan, Turkmenistan, Tajikistan, Palau, and Myanmar, Armenia, Belarus, Georgia, Moldova, Serbia, Macedonia, and Ukraine, Chad, Malawi, Zimbabwe, Kenya, Botswana, and Swaziland, Albania): GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process – Umbrella II (UNEP)

The objective is to enable country Parties to collect necessary biophysical and socioeconomic data, establish sound reporting and monitoring systems at national levels and report against the UNCCD Strategy. This Umbrella II project has two main components: national estimates and baselines of metrics/proxies of indicators for UNCCD reporting; and 2018 report including LDN target settings. The project combines several innovations by: i) proposing a mixed support of training, technical assistance, remote assistance, and communication; ii) combining the 2018 reporting with LDN targets; and iii) testing new software (PRAIS3 and Trends.Earth). This Umbrella II project includes outreach activities to contribute to the mainstreaming of SLM and LDN in the development agenda.

9981 Global (Angola, Burundi, Benin, Congo, Cote d'Ivoire, Cameroon, Cabo Verde, Egypt, Eritrea, Gabon, Ghana, Guinea, Equatorial Guinea, Guinea-Bissau, Comoros, Madagascar, Mali, Mauritania, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, Sierra Leone, São Tomé and Príncipe, Tanzania, South Africa, Zambia, Congo DR): GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process - Umbrella I (UNEP)

This GEF Support to UNCCD 2018 national reporting process, Umbrella I, will help 28 African countries fulfill their obligations under the UNCCD. The objective is to enable country Parties to collect necessary biophysical and socioeconomic data, establish sound reporting and monitoring systems at national levels, and report against the UNCCD Strategy. This Umbrella Project I has three main components: national estimates and baselines of metrics/proxies of indicators for UNCCD reporting; 2018 report including LDN target settings; and making HelpDesk Service operational to support access to resources for 2018 reporting. The project combines several innovations by: 1) proposing a mixed support of training, technical assistance, remote assistance, and communications; 2) combining the 2018 reporting with LDN targets; and 3) testing new software (PRAIS3 and Trends.Earth). This Umbrella I project will offer the opportunities for each country to develop outreach and communication supports/events and improve the mainstreaming of SLM and LDN in the development agenda.

9984 Turkey: Turkey Irrigation Modernization Project (World Bank)

The fully blended World Bank/GEF Turkey Irrigation Modernization Project includes two sub-components funded by a GEF grant. GEF-funded activities will promote sustainable agricultural land management practices to reduce the drivers of land degradation in Turkey by: i) mainstreaming at the national level an irrigation Management Information System (MIS), called SUTEM, in all of its 378 Water User Associations (WUA), covering an irrigated area of 3.08 million hectares, encouraging evidence based multi-stakeholder decision making for better land and water management; and ii) piloting a solar-powered groundwater irrigation system in Bolvadin, Afyon, with the potential of scaling up in other regions of Turkey, to demonstrate how such approaches can provide an alternative that reduces irrigation costs to farmers, reduces GHG emissions, limits groundwater abstraction, and creates incentives for water savings through introduction of volumetric metering. The project will bring about 3 million hectares under SLM and will also generate a small amount of 4,300 tCO_{2e} in carbon benefits.

9993 Global (Burkina Faso, Brazil, Ethiopia, India, Morocco, Senegal, South Africa): AVACLIM: Agro-ecology, Ensuring Food Security and Sustainable Livelihoods while Mitigating Climate Change and Restoring Land in Dryland Regions (FAO)

The project aims to promote agro-ecological approaches in drylands to restore degraded land, mitigate climate change, and improve food security. In this regard, the project seeks to strengthen stakeholders' capacities on agro-ecology and support the integration of agro-ecology into development planning, and policies. The project is committed to disseminating best practices and learning to scale-up agroecological practices and technologies in a community of practice. The project is structured around the following components: i) Building

partnerships for experience sharing and capacity building of agro-ecology practitioners at the local level; ii) Assessment of existing initiatives for evidence-based decision-making at the national, local, and landscape levels; iii) Advocacy for informed decision-making (internationally and nationally). The estimated global environment benefits are 200,000 hectares of Sustainable Land Management and 319,000 tCO₂e sequestered as direct benefits (24,000,000 hectares and 38,280,000 tCO₂e as indirect benefits).

10003 Global (Dominica, Belize, Haiti, Jamaica, Guyana, Suriname, Grenada, St Vincent and Grenadines, St. Lucia, St. Kitts and Nevis, Barbados, Honduras, El Salvador, Bolivia, Dominican Republic, Chile, Trinidad and Tobago, Antigua and Barbuda, Venezuela, Uruguay, Costa Rica, Colombia, Guatemala, Libya, South Sudan, Mongolia, Mexico, Somalia, Bhutan, Seychelles, Burkina Faso): GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process - Umbrella III (UNEP)

This GEF Support to UNCCD 2018 national reporting process, Umbrella III, will help 31 countries fulfill their obligations under the UNCCD. The objective is to enable country Parties to collect necessary biophysical and socioeconomic data, establish sound reporting and monitoring systems at national levels and report against the UNCCD Strategy. This Umbrella III project has two main components: national estimates and baselines of metrics/proxies of indicators for UNCCD reporting; and 2018 report including LDN target settings. The project combines several innovations by: i) proposing a mixed support of training, technical assistance, remote assistance, and communication; ii) combining the 2018 reporting with LDN targets; and iii) testing new software (PRAIS3 and Trends.Earth). This Umbrella III project will offer the opportunities for each country to develop outreach and communication supports/events and improve the mainstreaming of SLM and LDN in the development agenda.

10007 São Tomé and Príncipe: Enhancing Capacity for Biodiversity Conservation and Protected Area Management (UNDP)

The project seeks to enhance operational capacity for protected area management and SLM to safeguard globally important terrestrial and marine biodiversity of São Tomé and Príncipe (STP). STP in its entirety is identified as a Key Biodiversity Area (KBA), and the island of Príncipe, its islets, and the surrounding marine areas (more than 71,000 hectares) have been classified as a UNESCO Biosphere Reserve since 2012. Through interventions at the project sites, Obô Natural Park in São Tomé and Obô Natural Park in Príncipe, the project will focus on enhancing the capacity for protected area management and biodiversity conservation; implementing an effective biodiversity conservation and protected area site management framework; promoting SLM in multi-use buffer zones; and facilitating participatory monitoring evaluation and knowledge management. The project will deliver global environmental benefits including the improved management of nearly 41,200 hectares of landscapes and seascapes, and more than 15,700 hectares under sustainable land management. A partnership with NGOs such as Birdlife International, Flora & Fauna International, and Oikos could potentially allow the GEF project and the EU financed ECOFAC program to work in close collaboration.

10020 Lesotho: Integrated Watershed Management for Improved Agro-Pastoral Livelihoods in the Sepabala Sub-Catchment (UNDP)

The project will bring an innovative river basin approach in Lesotho to address land and ecosystem degradation, enhance the flow of agroecosystem goods and services, and improve the livelihoods of agro-pastoral communities in the Sepabala Watershed in the Lower Senqu Basin. About 60 percent of Lesotho's land surface is classified as rangelands. However, Lesotho is also home to a unique wetlands system found mostly in the eastern alpine areas (Drakensberg Afroalpine Heathland). These wetlands are a key contributor to the water system of the Southern Africa region. The project will integrate 34,500 hectares of lands under sustainable land and water management interventions, leading to increased productivity of rangelands, increased tree and vegetative cover, improved soil and water retention capacity, improved soil fertility, and an increased resilience of ecosystems and landscapes against droughts and floods. The project will benefit nearly 15,000 persons living in the Sepabala sub-catchment.

10030 Global (Kiribati, Tuvalu, Samoa, Cambodia, - Togo, Morocco, Ethiopia, The Gambia, Uganda, Tunisia, Lesotho, Senegal, Mauritius, Algeria, Rwanda, Sudan, - Peru, Cuba, Ecuador, Panama, Paraguay, Montenegro, Azerbaijan, Lebanon, Turkey): GEF Support to UNCCD 2018 National Reporting Process - Umbrella IV (UNEP)

This project will help 25 countries fulfill their obligations under the UNCCD. The objective is to enable country Parties to collect necessary biophysical and socioeconomic data, establish sound reporting and monitoring systems at national levels and report against the UNCCD Strategy. This Umbrella III project has two main components: national estimates and baselines of metrics/proxies of indicators for UNCCD reporting; and 2018 report including LDN target settings. The project combines several innovations by: i) proposing a mixed support of training, technical assistance, remote assistance, and communication; ii) combining the 2018 reporting with LDN targets; and iii) testing new software (PRAIS3 and Trends.Earth). This Umbrella III project will offer the opportunities for each country to develop outreach and communication supports/events and improve the mainstreaming of SLM and LDN in the development agenda.

10041 Regional (Marshall Islands, Palau, Tuvalu): Managing Coastal Aquifers in Selected Pacific SIDS (UNDP)

The project will improve the use, management, and protection of coastal aquifers in Republic of alau, Tuvalu, and the Republic of Marshall Islands to enhance water security in the context of a changing climate. Small Island Developing States often rely on shallow coastal aquifers that are recharged by rainfall, and are at higher risk of impact directly from human activities which are exacerbated by the changing climate. The project will inform adaptive groundwater management to protect vulnerable coastal aquifers and strengthen national water governance and Integrated Water Resource Management. The project will deliver Global Environment Benefits by reducing the vulnerability of the three countries to climate variability and climate-related risks, through instituting changes in land-use practices that will protect these essential groundwater resources.

10046 Vanuatu: Ecosystem Restoration and Sustainable Land Management in Tongoa Island (FAO)

The primary objective of the project is to effectively restore degraded landscapes and implement climate-resilient sustainable land management practices in Tongoa Island. The key interventions in support of this project are: i) strengthen local enabling environment for ecosystem restoration and sustainable land management; ii) implement community-based ecosystem restoration and sustainable land management and iii) engage in monitoring, evaluation and sharing of key lessons for replication and upscaling. The project will bring 900 hectares under sustainable land management.

L DFA Projects and Programs Approved in FY19 (First Year of GEF-7)

10081 Uruguay: Consolidating Biodiversity and Land Conservation Policies and Actions as Pillars of Sustainable Development (UNDP)

The project will strengthen the systemic, financial, and institutional capacity for biodiversity conservation and sustainable land management, enhancing the effectiveness and sustainability of protected area management, stewardship of private lands, and human well-being. The project will strengthen the enabling legal, financial, and institutional environment for biodiversity conservation and LDN; and in doing so improve management of protected areas and production lands in three pilot areas: the Santa Lucía River watershed, the Eastern Coastal Zone, and the Serranías del Este and Quebradas del Norte. Knowledge and lessons learned from implementation will be systematized, allowing for replication and upscaling in other landscapes and sectors beyond the pilot areas. The project will deliver multiple global environmental benefits by improving the effective management of 229,495 hectares of terrestrial protected areas and 95,319 hectares of marine protected areas; restoring 16,000 hectares of land; placing 106,000 hectares of landscapes under improved practices to benefit biodiversity; and mitigating 60,000 tCO₂e.

10083 Sudan: Sustainable Natural Resource Management Project- Additional Financing (World Bank)

This is a LDCF and GEFTF Multi Trust Fund project that proposes to blend the objectives of sustainable natural resource management with enhanced resilience of climate vulnerable communities in two provinces of Sudan. Total grant amount for this project is \$6.5 million with resources from the GEF TF (\$1.5 million) and the LDCF (\$5.0 million). The project proposes innovative climate resilient technologies and engagement of women cooperatives and the private sector in testing and scaling up adaptation and landscape management approaches. The project also builds on the previous project in Sudan focusing on land degradation and by scaling up the project in two additional provinces. By bringing a focus on adaptation it will address the

immediate priorities of Government of Sudan and ensure a high value for GEF's past investments. The proposal is well aligned with Sudan's Nationally Determined Contributions and National Adaptation Plan and has been endorsed by the Sudan government through a rigorous stakeholder consultation process. The project will bring 150,000 hectares under improved management to benefit biodiversity and restore 12,000 hectares of degraded agricultural land.

10124 Costa Rica: Seventh Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Costa Rica (UNDP)

The project will enable communities and organizations in the Jesus Maria, Barranca, and lower Grande de Tarcoles river basins, as well as, the Paso Las Lapas Biological Corridor of Costa Rica to take collective action, through a participatory landscape planning and management approach, to enhance socio-ecological resilience. These biologically significant landscapes, which cover approximately 181,000 hectares, are threatened by changes in land use and progressive degradation of natural resources (biodiversity, habitat, soil, water, etc.) over-exploitation, pollution, introduction of exotic invasive species, and climate change. The project will support specific community-based actions in each landscape by financing small-scale projects that include restoration of degraded soils and reforestation of habitats to improve connectivity; transformation of farming systems to more sustainable production practices; strengthening of community voluntary environmental inspection groups; efforts to prevent and manage wildfires through the conformation, training, and equipping of voluntary fire brigades and Payment for Environmental Services schemes, among others. All these actions will be supported by multi-stakeholder groups in each selected landscape that will incorporate Community-Based Organizations, local government, national agencies and Ministries, NGOs, the private sector, and other relevant actors. The project will restore 7,300 hectares of land, bring 8,200 hectares under improved management, and create carbon benefits of 2,300 tCO₂e.

10125 India: Seventh Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in India (UNDP)

The project aims to enable communities and organizations in the most vulnerable and least developed areas of India to take collective action through a participatory landscape planning and management approach aimed at enhancing socio-ecological resilience from innovative livelihoods producing local and global environmental benefits. The focus will be on the most vulnerable and least developed districts of the three broad landscapes: i) highlands of the North-East; ii) drylands of the central region; and iii) coastal regions. One landscape in each region will be selected for focused intervention, based on criteria that will include existence of biodiversity of global importance, trends and patterns regarding threats and degrees of threat, appropriate policy frameworks at local and state levels, and other factors. The community grants to be selected by the multi-stakeholder National Steering Committee will aim at enhancing the communities' skills, capacities, and resources required to enhance ecosystem services, improve the sustainability and productivity of agroecosystems, deploy efficient energy technologies, and manage waste in a way that realizes multi-focal area benefits in the three target landscapes. Thus, the grants will continue to promote sustainable livelihoods as the

means for communities to generate global environmental benefits, as well as the knowledge and capacities to sustain them. The project will restore 10,000 hectares of land, bring 60,000 hectares under improved management, and directly create carbon benefits of 50,000 tCO_{2e}.

10151 Georgia: Achieving Land Degradation Neutrality Targets of Georgia through Restoration and Sustainable Management of Degraded Pasturelands (FAO)

The project will support national efforts to implement LDN targets of Georgia through restoration and sustainable management of degraded pasturelands. The Government is committed to addressing livestock sector challenges through a holistic approach that addresses food security, economic competitiveness, land reform, and sustainable land management. The approach focuses on reversing land degradation and sustainably increasing land productivity and efficiency, which involves a tiered approach working at the landscape level in two districts. The project will seek to integrate natural resources planning, taking into account local livelihoods, biodiversity and land degradation, climate change, and environmental security. The project will bring 20,000 hectares of rangelands under SLM and restore 700 hectares of rangelands, thereby directly generating carbon benefits of 116,000 tCO_{2e}.

10169 Afghanistan: Combating Land Degradation and Biodiversity Loss by Promoting Sustainable Rangeland Management and Biodiversity Conservation in Afghanistan (FAO)

The project will combat land degradation and biodiversity loss by promoting sustainable rangeland management and biodiversity conservation in vulnerable landscapes of eastern Afghanistan (Khost, Laghman, and Nuristan provinces), which are among the poorest and most biologically diverse provinces of the country. The project will help to restore productivity in degraded pasture systems in high-altitude drylands, contributing to LDN targets, while generating biodiversity benefits for the existing and proposed protected areas (i.e. the Nuristan National Park), taking into account enhanced habitat connectivity in the wider landscape through community-based land use planning approaches. The project will restore 40,000 hectares of degraded rangelands and forests and bring 100,000 hectares under sustainable management to benefit 50,000 people in local communities in the target area.

10179 South Africa: Mainstreaming Sustainable Land Management (SLM) for Large-Scale Impact in the Grazing Lands of Limpopo and Northern Cape provinces in South Africa (IUCN)

The project aims to implement SLM practices in selected landscapes which suffer the highest rates of vegetation loss and land degradation in the country due to overgrazing, bush clearance for cultivation, settlement, and exploitation of wood and non-timber forest products. The project will focus on building capacity and better governance of public institutions for designing and implementing SLM practices, develop market and finance opportunities for scaling up successful land management practices, and establishing a learning and policy forum. The project will partner with the private sector and financing institutions to mobilize investments and develop innovative solutions for LDN. In terms of global environmental benefits, the project

aims to restore 157,000 hectares of lands and improve land management on 875,000 hectares. The project will benefit more than 1.1 million people, 57 percent being women.

10184 Ecuador: LDN Target-Setting and Restoration of Degraded Landscapes in Western Andes and Coastal Areas in Ecuador (FAO)

The project will promote sustainable land and forest management for the recovery and restoration of prioritized landscapes that sustain environmental services and food security and establish support mechanisms for achieving and monitoring LDN. The investments will focus on three different areas including forests, croplands, grasslands, and pasture, covering in total around 0.7 million hectares and hosting ecosystems of global importance, which are particularly threatened by deforestation and land degradation. The project will strengthen the enabling environment for LDN Monitoring and Target-Setting, promote SLM/SFM practices and develop innovative incentive mechanisms that encourage the adoption of sustainable practices in agricultural and forest landscapes. It will deliver Global Environment Benefits by restoring 4,000 hectares of forested lands, putting 33,000 hectares of landscapes under improved practices, and mitigating over 12 million tCO₂e. 6,000 direct beneficiaries disaggregated by gender are expected to benefit from the project through improved access to incentives and services.

10188 Trinidad and Tobago: BIOREACH: Biodiversity Conservation and Agroecological Land Restoration in Productive Landscapes of Trinidad and Tobago (FAO)

The project will promote biodiversity conservation, restore degraded lands and improve livelihoods of rural communities in targeted productive landscapes. This project will work in and around areas of biodiversity significance that are threatened by agriculture to develop multi-stakeholder management and planning, sustainable agricultural practices and land management, and green value chains for sustainable products. Some of these areas are home to long term squatters who have received government permission and, therefore, need support to move from short term, often environmentally degrading agriculture to long term sustainable practices such as agroforestry. Trinidad and Tobago imports most of its food, so this project will also work to improve farmer field schools and create value chains for these sustainable products. At the same time, the project will support actions to directly support threatened species such as reforestation of key riparian corridors, species recovery plans, and invasive species and fire management. This project will support the improved management of 1,000 hectares of productive lands and the restoration of 1,500 hectares.

10191 Moldova: Moldova Agriculture Competitiveness Project GEF Additional Financing (World Bank)

The project will enhance the competitiveness of the country's agri-food sector by supporting the modernization of the food safety management system, facilitating market access for farmers, and mainstreaming agro-environmental and SLM practices. GEF financing will support scaling up of baseline SLM activities with the aim of combating land degradation and increasing land productivity. The project is fully aligned with the GEF-7 Land Degradation Strategy along

the cross-cutting objective of harnessing private capital and expertise to finance SLM investments. It makes a further push on private sector engagement in switching towards SLM practices and technologies, solid co-financing investments, and actively participating in knowledge sharing and dissemination programs. The project will generate global environmental benefits by bringing 100,000 hectares under SLM, restoring 2,000 hectares of degraded land, and thereby sequestering 390,000 tCO_{2e}.

10192 Zambia: Ecosystem Conservation and Community Livelihood Enhancement in North Western Zambia (UNEP)

The project aims to strengthen community-based sustainable management of dryland forest landscapes in the North West Province (NWP) where deforestation is a major problem. Deforestation rates are estimated at around 20,000 hectares per year in NWP; rural poverty is a key driver of land-use changes and unsustainable levels of natural resource use. The country is already experiencing the effects of climate change, and future trends are towards higher temperatures, with an increased frequency and intensity of droughts and floods, affecting food and water security, and livelihoods. The proposed project will help to develop the enabling regulatory and planning framework for Community Forest Management Areas (CFMAs) and Participatory Forest Management Areas (PFMAs), support landscape restoration, sustainable value-chain approaches, and promote sustainable agricultural practices to improve productivity, gender equality, and climate resilience in CFMAs and PFMAs. In terms of global environmental benefits, the project will conserve 80,000 hectares of High Conservation Value Dryland Forests, support SLM on 20,000 hectares of production landscapes, and restore 5,000 hectares of degraded lands.

10195 Regional (Regional, Antigua and Barbuda, Belize, Grenada, Guyana, Haiti, Jamaica, St. Lucia) CSIDS-SOILCARE Phase 1: Caribbean Small Island Developing States (SIDS) Multi-country soil management initiative for Integrated Landscape Restoration and climate-resilient food systems (FAO)

The project will enable seven Caribbean SIDS (Antigua and Barbuda, Belize, Grenada, Guyana, Haiti, Jamaica and Saint Lucia) to achieve climate-resilient LDN. The SIDS are ecologically fragile and vulnerable to adverse impacts of climate change as well as unsustainable agriculture and forestry practices that are leading to land degradation. This project will review and update regional and national policy, legal, institutional, and knowledge frameworks and establish regional financing mechanisms for effective LDN implementation; support country level land rehabilitation, SLM, sustainable soil management and climate smart agriculture interventions; and enhance food production systems through innovations in agriculture and livestock production systems. It will mainstream climate resilience practices at a regional scale by supporting relevant regional climate modeling, identifying climate resilient SLM technologies and practices, mainstreaming adaptation in SLM policies and plans, and supporting regional capacity-building and knowledge management activities for climate-resilient SLM. It will also enable regional institutions working on adaptation and SLM to work more closely together. The project is expected to impact 80,000 hectares of land, directly benefit least 5,000 people, train

1,000 people regionally on climate risks and adaptation options, and deliver carbon benefits of mitigating the equivalent of 5.8 million tCO₂e over the project lifetime. This is a multi-trust fund project with the SCCF. The SCCF financing for this project amounts to \$1 million.

10198 Regional: Amazon Sustainable Landscapes Impact Program (ASL2) (World Bank – CI – FAO – IFAD – UNDP – UNIDO – CAF – WWF-US)

Conserving the Amazon biome is of critical global, regional, and local importance. As approximately half of the Amazon is under some form of legal protection (protected area or indigenous territory), such protection needs to be reinforced against human and climatic risks. The remaining half requires improved territorial planning and sustainable management to avoid forest loss, provide livelihoods for indigenous peoples and local communities, and serve as the basis for sustainable social and economic development of the Amazon countries. The ASL2 Program includes Brazil, Bolivia, Colombia, Ecuador, Guyana, Peru, and Suriname, which together cover approximately 92 percent of the basin.

The ASL2 Program is founded on the logic that the ecological resilience of the Amazon biogeographical region can be maintained if: i) protected areas' size, management and financing are increased so that a representative area of the Amazon is effectively conserved under various regimes (protected areas, indigenous lands, etc.); ii) management of productive landscapes between protected areas is improved, in particular that agriculture, forest and degraded lands and fresh water systems are adequately managed, with zero illegal deforestation tolerance, and increased productivity and adoption of land sparing approaches; iii) governance and incentives for protected and productive landscapes are enhanced through adoption of national policies and strategies which support sustainable development and aim to minimize deforestation and loss of ecosystem services; and iv) key technical and institutional stakeholder capacity and regional cooperation are strengthened. A collaborative approach that combines these four elements with national and regional action can constitute the foundation of a truly integrated ecosystem management approach in the region and deliver global environmental benefits, including close to 32 million hectares of protected lands under improved management, more than 18,000 hectares of land restored, over 16 million hectares of landscapes under improved practices, more than 29.8 million tCO₂e. Finally, this program will directly benefit an estimated 32,000 people.

10201 Global: Food Systems, Land Use, and Restoration Impact Program (FOLUR) (World Bank – UNDP – IFAD – WWF-US – CI – UNIDO- UNEP – FAO)

This Impact Program seeks to promote a transformational shift in agricultural land use and food systems that are major drivers of environmental degradation around the world. Agriculture as we know it today has a huge environmental foot print across many domains. How the world's food system and land use evolve over the coming few decades will therefore have major implications for the health of the planet. This is why the GEF must focus on reducing the threats from where and how food is produced to deliver on its mandate to produce global environmental benefits. In this regard, key land management obstacles have to be tackled in a

holistic way and at ecologically relevant scales. Landscape-scale interventions based on comprehensive land use planning are necessary to foster a transformational change in food systems and land use that is more environmentally sustainable.

The first cohort of the Impact Program includes 18 countries that have been selected based on their demonstration of strong alignment with the program vision and their high potential to generate global environmental benefits through investments in promoting transformational change. The countries are: China, Cote d'Ivoire, Ethiopia, Indonesia, Malaysia, Peru, Ukraine, Vietnam, Kazakhstan, Liberia, Burundi, Colombia, Ghana, Guatemala, Mexico, Papua New Guinea, Tanzania, Thailand. The Impact Program will benefit participating countries by helping them to reconcile competing social, economic, and environmental objectives of land management, and move away from unsustainable sectoral approaches. Specifically, the GEF support will help countries meet the growing demand for increased crop and livestock production, while reducing the risk of further expansion of farmland, erosion of genetic diversity, overexploitation of land and water resources, overuse of chemical fertilizers and pesticides, and inefficient practices that lead to deforestation, biodiversity loss, land degradation, and greenhouse gas emissions.

The FOLUR Impact Program is expected to deliver significant global environmental benefits including 1.2 million hectares of terrestrial protected areas under improved management for conservation and sustainable, 1.8 million hectares of land restored, 38.9 million hectares of landscapes under improved practices; and 209 million tCO_{2e} of GHG emissions mitigated. With a strong emphasis on inclusion and gender equality, the Program will directly benefit to around 5 million people, including Indigenous Peoples and Local Communities and CSOs.

10204 India: Transforming Agricultural Systems and Strengthening Local Economies in High Biodiversity Areas of India Through Sustainable Landscape Management and Public-Private Finance (UNEP-IUCN)

The project will reduce land degradation and conserve biodiversity in agricultural landscapes in the Indian states of Andhra Pradesh and Karnataka by promoting sustainable agricultural production, supply chains, and public-private finance. The project has been structured according to four components: i) enabling institutional, fiscal, and strategic frameworks, at the national and state levels, that promote sustainable agricultural landscapes contributing to LDN and biodiversity conservation; ii) scaling up of sustainable agriculture and landscape management for attaining LDN, biodiversity conservation and inclusive economic growth among rural producers in priority agricultural landscapes of Karnataka and Andhra Pradesh; iii) strengthening market mechanisms and public-private finance for long-term adoption of SLM practices and increased investment in priority landscapes in the two project states; and iv) knowledge management and national outreach on sustainable farming, sustainable land management zero-budget natural farming, and land degradation neutrality, and biodiversity conservation. At the farm level, the project will build commitment to sustainable farming by demonstrating a positive benefit-cost ratio for farmers, enabling their access to technical and financial services and generating market commitment to source sustainably produced

commodities. In the wider landscape, the project will facilitate effective participatory governance to plan and manage land use in forested, fallow, and productive areas through conservation and optimization of ecosystem service flows from biodiverse areas around farmlands, SLM, and restoration. The GEBs resulting from this investment will include 150,000 hectares of restored lands, 1.8 million hectares of landscapes under improved management, and directly benefit over 1.7 million people.

10206 Global: Sustainable Forest Management Impact Program on Dryland Sustainable Landscapes (FAO – World Bank – IUCN – WWF-US)

Drylands extend over more than 40 percent of the Earth's landmass, are affected by some of the world's most pressing environmental and development challenges and have been historically neglected in terms of coordinated investments. Drylands are home to around two billion people (over 25 percent of the world's population), contain 44 percent of the world's agricultural land (58.4 percent of that in Africa) and supply about 60 percent of the world's food production. They also contain some of the most fragile and threatened ecosystems on the planet, including over one quarter of global biodiversity hotspots and many threatened and endemic species. Drylands also provide much of the world's grain and livestock, many tree products and vegetable species, as well as globally important agro-biodiversity.

The objective of the Dryland Sustainable Landscapes Program is to avoid, reduce, and reverse further degradation, desertification, and deforestation of land and ecosystems in drylands, through the sustainable management of production landscapes. The Program will transform the management of drylands in selected regions and countries, establishing the basis for the scaling out of sustainable dryland management to regional and global levels. The program framework enables participating countries to address DLDD issues. The program will focus specifically on three dryland regions: the Miombo and Mopane ecosystems of southern Africa (participating countries: Angola, Botswana, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibia, Tanzania, Zimbabwe), the savannas of west Africa (Burkina Faso) and the temperate grasslands, savannas and shrublands of Central Asia (Kazakhstan and Mongolia).

In terms of global environmental benefits, the program will bring 12 million hectares under sustainable land management, including 1.2 million hectares primarily benefitting biodiversity and avoiding deforestation of 240,000 hectares of high conservation value forests (HCVF). In addition, the program will improve the management effectiveness in 1.6 million hectares of protected areas and restore 1.2 million hectares of degraded land in the drylands. All these activities will result in GHG emission reductions of in total 81 million tCO₂e.

10208 Regional: Congo Basin Sustainable Landscapes Impact Program (UNEP – World Bank – WWF-US – IUCN)

The Congo Basin is globally important for climate regulation, rainfall patterns, carbon storage, biodiversity conservation, and provisioning multiple services for human communities and forest dependent people. The Congo Basin is still in relatively good health, with intact forests, and low

deforestation and forest degradation rates, mainly driven by small-scale agriculture. However, the vast natural resources are threatened by unsustainable exploitation, including mining, industrial agriculture (palm oil, coffee, cocoa, rubber), oil exploration and exploitation, commercial logging, charcoal fuel wood, and bush meat hunting. Given that the Congo Basin spans six countries, a key driver of program success is the extent of regional cooperation among countries, on which the survival of the Basin depends on

The objective of the Congo Basin Sustainable Landscapes Impact Program (CBSL Impact Program) is to catalyze transformational change in conservation and sustainable management of the Congo Basin through landscape approaches that empower local communities and forest dependent people, and through partnership with the private sector. Actions will address immediate problems related to biodiversity loss and lack of tenure and land rights for forest dependent people, but also aim to prepare the region for dealing with increasing threats in the near future, as the development of infrastructure and large-scale agribusiness plantations with the risks of irreversible damage to the integrity and functioning of the Congo Basin Forest ecosystem. An alternative development pathway for the basin that relies on local planning and governance systems, sustainable non-timber forest product value-chains with local stakeholders and the private sector, as well as the valuation of ecosystem services such as carbon sequestration and freshwater provisioning, needs to be part of the response to conserve large patches of intact forests, globally important biodiversity, regional climate, and GHG emission from forest and peatland degradation and destruction.

In terms of global environmental benefits, the CBSL Impact Program will improve the management effectiveness of 20 protected areas covering more than 7 million hectares, create 600,000 hectares of new protected areas, restore 500,000 hectares of forest and forest lands, and improve land management practices on more than 4.3 million hectares of landscapes. All these activities will result in GHG emissions reductions of 121 million tCO₂e and target 358,000 direct beneficiaries, more than half being females (53 percent).

10216 Dominican Republic: Integrated Productive Landscapes through Land Use Planning, Restoration, and Sustainable Intensification of Rice Crops in the Yaque Norte and Yuna Watersheds (World Bank)

The project will strengthen integrated landscape management in targeted watersheds and expand the area under improved land use practices in targeted watersheds. Inadequate land use planning and natural resource management has caused an imbalance between needs of agriculture and the impact on environment, leading to degradation of land and ecosystems. The GEF project will focus on improving the enabling environment for integrated landscapes management; scaling up sustainable rice intensification systems (SRI) by small and medium size producers to improve productivity, water use efficiency and biodiversity conservation through reduced use of agrochemicals; and restoration of biodiversity and hydrological ecosystem services in upper watersheds. In terms of global environmental benefits, the project is expected to restore 554 hectares land, improve SLM practices on 4,507 hectares, and deliver climate co-benefits of mitigating the equivalent of 500,000 tCO₂e over the project lifetime.

10220 Honduras: Protecting Biodiversity and Recovering Degraded ecosystems - RECOVER Honduras (UNDP)

The project aims to conserve biodiversity through improved connectivity, reduction of threats, and effective management of protected areas and biological corridors in Northern Honduras. The project will strengthen the enabling and territorial governance framework for biodiversity conservation and improved connectivity between protected areas/key biodiversity areas in production landscapes, and mainstreaming biodiversity and SLM practices into production landscapes. The project will enhance the management effectiveness and financial sustainability of six protected areas and consolidate biological corridors that are being subjected to non-sustainable production practices that result in the loss of biodiversity and land degradation. This project will deliver Global Environment Benefits by improving the management of 299,634 hectares of terrestrial protected areas, improving the management of 50,000 hectares of production landscapes, and restore 30,000 hectares of degraded agricultural land and forests.
